
SOMMAIRE

Avant propos	2
Aller vers l'autre Raymond Césaire	
Portraits d'hier et d'aujourd'hui	3
Hommage à Aimé Césaire : Serge Jacquemond, Jean Chevance, Raymond Césaire	
Réflexions sur le temps passé et présent	7
Réalité africaine ? Après Christian Lambert, Michel Levallois et le Général(cr)Claude Le Borgne Le développement agricole des savanes africaines Louis Richard	
Lu dans la presse et dans les revues	15
Cahiers anecdotiques de la Banque : les tribulations de l'or en Afrique (1940/42). G. Renaillé Jeunes ministres françaises issues de la diversité. jeune Afrique, le Monde diplomatique Raymond Césaire	
Vu au cinéma	16
Réflexions sur le cinéma africain..... Jean-Paul Martin	
Lu chez le libraire	19
Dictionnaire de la colonisation : Claude Liauzu : Larousse (2007)..... Martine Cuttier ANAPI- Notre Histoire (1985- 2003) - Atlante éditions..... Gérard Renaillé Hawa : L'Afrique à Paris (Catherine Vigor- Flammarion 1991)..... Jean Serjac La Chinafrique : Serge Michel et Michel Beuret Grasset 2008..... Jean Serjac	
Expositions, colloques et rencontres	23
Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.1931 Les Etrangers au temps de l'exposition coloniale Musée du Quai Branly : Polynésie (arts et divinités). Musée Jacquemart André : les chefs d'œuvre de la collection Barbier Muller Ville de Dinard et SAAA : 28 juin 14 septembre : Gloire de la femme africaine SOROSORO : le lancement de la Fondation Chirac. Dakar : 23 mai 2008. La journée du tirailleur Martine Cuttier	
Institutions et associations amies	29
Académie des Sciences d'Outre-Mer. Francophonie. CADE. ARRI. CIFER. SAAA .I&M. ENFOM.	
Carnet d'AROM	32
Disparitions : Général Claude Herrmann. Robert Schlichting Distinction : Général Gilbert Chavannes	



Aller vers l'autre

Si aller vers l'autre constitue une démarche assez naturelle chez l'enfant, elle l'est généralement moins chez l'adulte, facilement prisonnier de son éducation et de la société qui l'entoure.

La conscience que nous pouvons avoir de l'inévitable métissage de nos races, de nos cultures et de nos civilisations n'est pas la même selon que nous nous trouvons dans un coin reculé de France ou dans le "neuf trois". L'Afrique du sud, la glorieuse "Nation arc-en-ciel" vient de nous rappeler qu'elle n'était pas, elle-même, à l'abri d'une xénophobie meurtrière. Nos certitudes ne nous empêchent donc pas de nous tromper, ni de devoir respecter celles des autres, surtout lorsque ces peuples, souvent lointains, n'ont pas atteint le "niveau" politique, social ou culturel, (sous entendu supérieur), dont nous nous réclamons.

Les problèmes d'intégration auxquels nous sommes confrontés au plan national sont difficiles et l'on ne peut que se féliciter de l'action menée par la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE), même si ses résultats sont encore modestes. En revanche, plus inquiétants sont les mouvements qui, sous couvert de nationalisme, militantisme ou autres "ismes", même s'ils sont pour nous bien pensants, en viennent à diaboliser l'autre. Senghor et Césaire, ce dernier en fin de vie, car il avait eu davantage un parcours d'opposant, se sont finalement retrouvés sur le thème d'une "civilisation de l'universel" dont le fondement reste la connaissance et l'acceptation de l'autre

Dans l'ordre international, nous n'en sommes plus non plus à l'époque de la canonnière ni à celle où la convocation du Conseil de Sécurité par les Grands suffisait à apaiser un conflit et à réfréner des ambitions. Depuis l'intervention en Irak, l'expérience des dernières années a largement montré les limites, voire le danger, d'une diplomatie de la menace, surtout lorsqu'elle est essentiellement médiatique. L'expérience coloniale nous a appris, et les Américains en font l'amère expérience, que le refus de dialogue est une erreur. Il est sain que nous en tirions nous-mêmes à nouveau la leçon.

Que M Barack Obama, candidat à la magistrature suprême du plus important Etat du monde et symbole d'un métissage remarquablement réussi partage ce point de vue, constitue, en soi, un signe encourageant.

Raymond Césaire

Hommage à Aimé Césaire

par Serge Jacquemond, Jean Chevance, Raymond Césaire

Il eut été impardonnable qu'à l'occasion du décès d'Aimé Césaire le 17 avril et de ses obsèques nationales, le 20, AROM ne publiât pas un article sur l'écrivain et homme d'Etat que plusieurs de nos membres connaissaient. Ses prises de position et ses œuvres, rappelées notamment au moment des cérémonies à la mémoire de l'esclavage et de son abolition et lors de l'année Senghor, ont été maintes fois citées dans ce bulletin. Si l'hommage s'impose, comment le formuler après tant de brillantes et émouvantes évocations : celles de ses frères poètes de la Caraïbe, la dernière traversée de sa ville parée du blanc du Vaudou, le déplacement de toute la classe politique et l'honneur de la minute de silence laissé Président de la République.

Les trois articles qui suivent ont le mérite de l'inédit. Seul Jean Chevance, qui a été préfet de la Martinique, a connu Césaire. Les autres auteurs le replacent dans un contexte historique ou inattendu.

Le nègre fondamental

C'est vous le nègre ? Eh bien, continuez mon ami ! Le général de Mac-Mahon aurait ainsi interpellé un troupière qu'il passait en revue... En pareille circonstance, dans les années 30, le troupière Césaire Aimé, s'il avait été interrogé aurait certainement répondu : *Oui, mon général, je continuerai...*



Mais c'est là une vue de l'esprit. L'Histoire ne se répète pas mais les "petites histoires", si ! Celle-ci montée pour rendre ridicule le pouvoir, était un canular malveillant. En réalité, le troupière ainsi distingué par celui qui allait devenir le 1^{er} Président de la 3^{ème} République, était un blanc qui s'appelait tout simplement "Lenègre"

Un Normalien aussi érudit que Césaire le savait sûrement... comme il avait déjà sûrement la conscience profonde, viscérale d'appartenir à une espèce humaine particulière (peut-on dire "race" ?) celle d'être un "nègre fondamental" (comme il se plaisait à être ainsi appelé par ses partisans), espèce définie par la couleur de la peau, à travers le monde, depuis l'Afrique primordiale jusqu'à l'Amérique (toute l'Amérique : du sud, du centre du nord) après les anciennes déportations effectuées, des siècles durant par les européens, tous les Européens.

Unité de destin, unité de culture, la "négritude" que le grand noir politique et philosophe (et poète aussi).

Senghor, son collègue, a su mettre en honneur mais d'une manière plus policée. Césaire, en effet, lui, se laissa d'avantage emporter par le verbe et la passion véhémente que par la raison historiquement objective. Quels liens - sinon passionnels - existent-ils avec les ancêtres esclaves de la Martinique et le citoyen français, professeur, membre de l'Assemblée Nationale des 4^{ème} et 5^{ème} République, maire, député d'un département (d'une région même) de ladite République... On peut être Martiniquais (comme d'autres sont Bretons ou Auvergnats) et Français aussi !...

Contrairement à Gaston Kelman, qui se sent mal dans sa peau de Bourguignon noir (cf. Bulletin n° 4), à Rama Yade qui a parfois l'impression de "déranger quand on est noir dans un pays qui se croit tout blanc" (cf. Bulletin n°13) ou même Hawa, la sympathique malienne illettrée, qui veut bien dire "noir" mais pas "nègre" (cf. Bulletin n°15), Aimé Césaire n'a aucun scrupule à le proclamer : il est d'abord nègre, ensuite Martiniquais et enfin (il ne le dit pas en même temps) Français. Il est le combattant de la "négritude", qui déclare par ailleurs que l'assimilation est une "grande illusion" !

Sur ce dernier point, on peut, certes, discuter mais on peut aussi apprécier la sagesse du peuple, "son peuple" de l'Île

aux fleurs qui a banni, le 20 avril, lors des obsèques nationales de son plus célèbre enfant à Fort de France tous les discours des plus hautes autorités – et de l'opposition – de la République “une et indivisible” venus en nombre de Paris. Population qui a refusé aussi l'idée d'un transfert de la dépouille du “nègre - fondamental - député” à côté du libérateur de ses ancêtres esclaves Victor Schoelcher au Panthéon. Mais(en compensation ?) ne voila-t-il pas que le Gouvernement (de la France) examine les moyens d'introduire dans les programmes du secondaire les œuvres les plus connues du poète de la négritude et du pourfendeur du colonialisme. “C'est le plus bel hommage qu'on pourrait lui rendre” commente le ministre compétent Y.

Jego. Le “*cahier du retour au pays natal*” pourquoi pas ? Le “*discours sur le colonialisme*”, (un pamphlet qui assimile colonisation et barbarie), c'est autre chose !...

S'il faut rendre hommage à un descendant d'esclave on peut préférer, au discours politique du Martiniquais, celui de la Haïtienne noire, Michaëlle Jean, gouverneure du Canada, représentant à Ottawa le chef d'état officiel : Sa Majesté Elizabeth II, la “petite reine du Canada”, comme l'appelle la presse, venue participer aux côtés du Président Sarkozy, aux cérémonies de l'abolition de l'esclavage, le 8 mai à Paris.

Serge Jacquemond

Témoignage

La décentralisation des années 80, pour les départements d'outre-mer, et en particulier la Martinique, fut une grande ouverture. Que les élus insulaires puissent prendre en charge, même pour partie, leur territoire, représentait une avancée remarquable. Les “départementalistes” accueillirent cette réforme avec un intérêt tout particulier. Aimé Césaire, il l'a dit lui-même, en fut très satisfait, comme d'autres membres du parti progressiste martiniquais, Camille Darsières, Claude Lise. Les communistes martiniquais comme Gratiant, ou même Pierre Samot, considéraient cette étape comme importante. Bien entendu, les indépendantistes restaient sur leur position : on a vu, depuis, qu'ils savaient utiliser ces dispositions.

Aimé Césaire était un homme patient : il attendait cela depuis 1946. Il savait le prix des choses et du temps. D'ailleurs, il avait une vue poétique de la politique, et toujours le recul nécessaire.

C'était aussi et surtout, un homme bon et tolérant. Considérant les bidonvilles qui avaient fleuri autour de Fort de France, A. Césaire disait : “Que voulez-vous, il fallait bien les accueillir !!”. Maire, il se préoccupait du sort de sa ville, et, en arpétant les rues des alentours,



mesurait l'ampleur des travaux à accomplir, par exemple sur ce qu'il appelait les “cunettes”, c'est-à-dire les rigoles d'évacuation des eaux pluviales. Dans la vie quotidienne, il se reposait beaucoup sur ses hommes de confiance, en particulier Pierre Alikier, premier adjoint, et Renaud de Grandmaison, le secrétaire général.

Toujours ouvert, Aimé Césaire prenait la parole dans les manifestations officielles, avec un talent tel qu'il était facile, et parfois pénible, de mesurer l'écart qu'il y avait entre ses propos et ceux de l'hôte officiel de passage....

Ce souci des autres, cette brillance, l'on pouvait l'apprécier lors des rendez-vous dominicaux chez les amis Maurice et Martine Solomon, au Morne Rouge et aussi avec

Cordemy, venu D'Ajoupa.

Aimé CESAIRE, dans cette intimité, se faisait conteur ou historien.

C'était, on l'a dit, un vrai humaniste, sachant mesurer le poids de l'histoire, mais aussi un martiniquais confiant dans l'avenir.

Il a bien servi son pays et la langue française.

Jean Chevance

A l'illustre homonyme que je n'ai pas connu

Né en 1913, sorti de Normale en 1938, Aimé Césaire, faisait partie de ce petit groupe d'étudiants antillais et africains qui fondèrent à Paris la revue *L'étudiant Noir* dans laquelle il employa pour la première fois le mot de *négritude*. Il avait publié dès 1939 dans la revue *Volontés*, son *Cahier d'un retour au pays natal* qui est resté sa grande œuvre poétique. Il avait passé la guerre en Martinique où sa rencontre avec André Breton, qui écrivit la préface d'une édition bilingue de son *Cahier* le fit connaître et se lancer en politique. Elu Maire de Fort de France en 1945, il siégea comme apparenté communiste à l'Assemblée constituante de 1946. Il créa avec Alioune Diop la revue *Présence africaine* et publia en 1950 son fameux *Discours sur le colonialisme*.



compris que plus tard toute la portée. En effet Senghor était, dans les années cinquante pris à partie et accusé de tiédeur, et donc de "nègre blanc", par des courants plus progressistes dont Aimé Césaire était le chef de file.

Césaire a très bien expliqué plus tard la différence de "ressentir" l'Afrique qui existait entre Senghor et lui. Senghor était l'intellectuel africain, tout prêt à s'ouvrir à la culture du colonisateur, sans oublier pour autant sa terre, sa mère et son petit village Sérère. Lui, Césaire était le Martiniquais en quête de racines africaines dont l'esclavage

l'avait frustré. C'est à partir de 1993, ayant pris du recul par rapport à son engagement politique et, sur la fin de sa vie, que Césaire se rapprocha sans doute le plus de Senghor dans sa recherche de l'Universel.

C'est dans les années cinquante, alors que mes camarades et moi nous nous préparions à être, à l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer, les "administrateurs de la décolonisation", que je découvris avec Robert Delavignette, ancien Directeur de l'Ecole, qui était resté professeur de littérature africaine et Léopold Sédar Senghor, qui enseignait les langues africaines, l'existence et l'œuvre d'Aimé Césaire. Homme politique et poète lui aussi, Senghor

obtenait surtout un grand succès en nous contant les dessous de la quatrième République dont il était Ministre. Il avait coutume de m'interpeller en me disant "alors, mais c'est vous, Césaire, le nègre blanc !" et la classe de se gausser de ce mot dont je ne

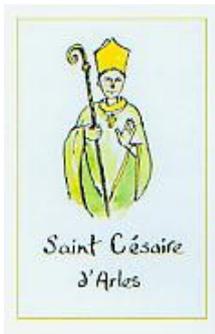
Jeune Secrétaire d'Ambassade, c'est en Afrique, à l'occasion de conférences internationales que je rencontrais ma future épouse qui était interprète à la CEA et à l'OUA à Addis Abéba. Lorsque nous nous sommes mariés, un certain nombre de ses collègues pensèrent qu'elle avait épousé un fils d'Aimé Césaire. Au Nigeria, notre premier poste, Césaire était surtout connu dans les milieux universitaires. Par la suite, au cours des vingt ans que nous passâmes en poste ou liés à l'Amérique latine et à la Caraïbe, il nous fut plusieurs fois donné de séjourner dans les Antilles où nos passeports soulevaient toujours la surprise des agents chargés de l'immigration. Sans doute avons-nous du quelques fois de bénéficier du traitement de faveur réservé au parlementaire connu et respecté qu'était devenu Aimé Césaire. Débarquant un jour au petit matin à Orly d'un vol d'Air France, ma belle mère, qui voyageait avec nous, fut très flattée du traitement VIP réservé à son gendre. Je n'étais pas certain qu'il me fut destiné. Mais, nous figurions côte à côte dans le WHO's WHO et habitions à Paris dans le même quartier.

C'est certainement dans les services du Ministère de l'Outre-Mer, rue Oudinot ou dans les préfectures et les Ambassades que cette homonymie suscitait le plus de suspicion. En effet, les prises de position et l'action d'Aimé Césaire n'allaient pas, à cette époque, sans poser quelques problèmes au gouvernement.

Dans les années soixante dix, les menées indépendantistes

Œuvres d'Aimé Césaire

- 1939 : *Cahier d'un retour au pays natal* (Poésie)
- 1946 : *Les armes miraculeuses* (Poésie)
- 1948 : *Soleil coupé* (Poésie)
- 1948 : *Victor Schoelcher et l'abolition de l'esclavage*
- 1950 : *Corps perdu* (Gravures de Pablo Picasso)
- 1955 : *Discours sur le colonialisme* (Essai)
- 1958 : *Et les chiens se taisaient* (Théâtre)
- 1960 : *Ferremets* (Poésie) *Cadastre* (Poésie)
- 1961 : *Toussaint Louverture. La Révolution française et le problème colonial.*
- 1963 : *La tragédie du roi Christophe* (Théâtre)
- 1966 : *Une saison au Congo* (Théâtre)
- 1970 : *Les armes miraculeuses* (Poésie)
- 1982 : *Moi Laminare* (Poésie)
- 1994 : *La Poésie* (Poésie)
- 2005 : *Nègre je suis, nègre je resterai.*
- Entretiens avec Françoise Vergès



en Martinique, mais surtout en Guadeloupe, bien qu'elles fussent toujours minoritaires, gênaient notre politique. Elles pesaient sur les conflits sociaux et alimentaient parfois une violence locale, qui est d'ailleurs loin d'avoir disparue. Sans être formellement contestée, notre présence était facilement considérée, notamment par les consuls américains et par une partie de la Caraïbe, travaillée par les

menées castristes, comme une survivance du colonialisme. La position de Césaire était ambiguë et, s'il se défendait d'être indépendantiste, il restait un opposant actif, ne serait-ce que pour ne pas être débordé par son extrême gauche. L'arrivée au pouvoir des socialistes le réintégra fort opportunément dans le jeu politique franco-français.

Ambassadeur en Bolivie puis au Pérou à cette époque, j'aurais dû en profiter pour aller me présenter au Maire de Fort de France. Mais, les tâches absorbantes que j'avais : assister les victimes des coups d'Etat, lutter contre la drogue, faire expulser Barbie ou éviter d'être la cible du Sentier lumineux, me firent quelque peu oublier, je l'avoue, la négritude.

Finalement c'est en retournant en Afrique en 1993 comme Ambassadeur au Congo et au fur et à mesure que remontait, surtout après le décès de Senghor et le vote de la loi Taubira, la notoriété littéraire de Césaire, que la confusion avec mon illustre homonyme fut la plus fréquente. Je reçus à cette époque un certain nombre de courriers qui ne m'étaient visiblement pas destinés et que je renvoyais au Maître avec un mot d'hommage, mais sans attendre ni solliciter de réponse.

Nous avons formé avec mon épouse le projet d'aller le visiter en ce printemps 2008. Sans doute aurait-il accepté de nous recevoir. Son entourage nous avait conseillé de ne pas tarder. Je voulais lui parler de l'origine commune de notre nom que les découvertes archéologiques qui ont été faites récemment en Arles viennent de confirmer

Pourquoi en Arles ? Toutes les études montrent l'importance qu'a eue la christianisation du bassin méditerranéen et de la Gaule dans les premiers siècles de notre ère. Saint Augustin en fut le grand ordonnateur. Les envoyés et fonctionnaires de Rome, à moins que ce ne soient les esclaves, portaient souvent des noms dérivés de César. Les noms de Césaire avec un s ou un z, Cazère, Cizaire, et autres... allongés ou modifiés au fil des millénaires, sont restés fréquents dans le sud de la France.

La "branche africaine", si je puis ainsi m'exprimer, est plus facile à cerner. Elle vient de *Saint Césaire d'Arles*. Né vers 470 dans une famille gallo-romaine, moine à l'abbaye de Lérins, Césaire assumait à partir de 503 la charge d'évêque d'Arles à laquelle il donna un grand rayonnement. Son influence doctrinale, qui s'étendait à toute la Provence, finit par indisposer les rois Goths. Il subit la prison et l'exil avant d'être reconnu innocent. Mort en 543, il est fêté le 26 août comme *Saint Césaire d'Arles*. (1)

Or l'histoire de la traite négrière nord atlantique nous apprend que, lors des voyages triangulaires, on donnait généralement aux esclaves une nouvelle identité au moment où ils étaient livrés. Celle-ci venait du nom du propriétaire, du domaine ou du lieu auquel ils allaient être attachés. S'il s'agissait de familles ou de terres chrétiennes, le nom du Saint du calendrier le jour de leur arrivée était fréquemment choisi. On peut donc penser que les ancêtres d'Aimé Césaire sont arrivés dans les Caraïbes un 26 août, (mais de quel siècle ou quelle année ?). Sans doute les rapports de navigation et les livres de compte des négriers nous donneraient-ils plus d'informations.

Il semble qu'un des hagiographes d'Aimé Césaire ait retrouvé dans la légende d'un nègre "marron" nommé Césaire, aussi habile que courageux, la trace originelle de son nom. Sans mettre en doute une aussi flatteuse filiation, je pense que l'ancien normalien aurait également goûté, venant d'un modeste homonyme, celle tirée de l'Histoire. Elles ne sont d'ailleurs pas incompatibles. ■

Raymond Césaire



1) Outre l'église qu'il a fondée en Arles, plusieurs villages portent en France le nom de Saint Césaire ou Saint Césaire :
 Saint-Césaire-sur-Siagne, sur les hauteurs de Mougins célèbre aussi pour ses grottes.
 Saint-Césaire les Nîmes dans le Gard.
 Saint Césaire en Charente Maritime, lieu de découverte en 1979 de la jeune néandertalienne Pierrette et où a été créé, sous l'impulsion d'Yves Coppens, un fameux site interactif de la préhistoire ouvert en 2005.
 Un village de Saint-Césaire existe aussi près de Montréal.

Réalités africaines ?

Michel Levallois, Claude le Borgne

Dans son bulletin n° 14 AROM, répondant au souhait de son Assemblée générale, avait ouvert un débat sur les réalités de l'ancien Empire et de l'Afrique en particulier où beaucoup de ses membres ont servi et dont ils sont assez souvent tenus partiellement responsables des maux actuels. Christian Lambert avait ouvert le débat en des termes qui ne pouvaient laisser indifférent et qui ont suscité, comme il le souhaitait, des réactions divergentes : celle indignée de Michel Levallois, Président de la CADE, association amie vouée à la défense de l'image de l'Afrique ; et une analyse géostratégique de notre politique par le Général (cr) Claude Le Borgne, spécialiste du nucléaire militaire et qui s'est interrogé dans différents ouvrages sur la légitimité de la guerre et la manière de la conduire.

Mon cher Raymond

Ne m'en veux pas trop, mais tu as placé la barre très bas en acceptant que la première contribution aux débats souhaités par l'assemblée générale d'AROM soit ces "Réalités africaines", à peine atténuées par un point d'interrogation, que Christian Lambert a livrées dans le dernier numéro de la revue.

Comment prendre au sérieux ce survol du continent africain qui ne retient de ce continent plus vaste qu'un ensemble formé par la Chine, l'Inde, l'Europe et l'Amérique du Nord, que guerres ethniques, incessantes, permanentes, massacres, mutilations, à la machette bien sûr, activités meurtrières d'al Qaïda, corruption, pétrole ?

Ces réalités existent, qui le nierait, mais comment oser les présenter comme "la réalité", la seule qui existe, la seule qui vaille, la seule dont on doit parler et débattre ?

Je veux bien que l'auteur soit sincère et désintéressé, mais il n'est pas objectif. Il n'a pas pris la peine d'analyser les réalités qu'il amalgame pour les dénoncer, il ne les a pas replacées dans leur contexte historique, géographique et politique, dans leur contexte international. Le continent africain n'a pas le monopole des horreurs,

faut-il le rappeler ?

L'auteur n'a certainement pas pris conscience que "ses convictions" traduisent une vision essentialiste et désespérante de l'Afrique et des Africains, voués à la sauvagerie et à l'irrationnel : "Pire encore, écrit-il, les ethnies sont divisées". Cet afropessimisme est la forme moderne, la plus perverse et malheureusement la plus répandue du racisme.



Notre appartenance à AROM devrait nous prémunir contre ces tentations, malheureusement toujours présentes ? L'article de Christian Lambert en est la preuve, de voir l'Afrique comme le continent barbare, sauvage, qu'on survole et qu'on juge en toute ignorance et bonne conscience, comme un borbier dont il faut se détourner car il n'est plus digne de l'aide de la France.

Membre d'AROM à titre personnel et président de la CADE, partenaire d'AROM, je regrette que tu aies accepté cet article qui exprime une vision et une sensibilité à l'égard de l'Afrique et des Africains qui sont incompatibles avec les valeurs d'AROM que sont l'Amitié et la Réalité de la partie africaine de l'Outre-Mer.

De cela on ne saurait débattre.

Michel Levallois

Le désir de paix

Y aller ou pas ?

Général Claude le Borgne (cr)

Nos militaires, en ce joli mois de mai, attendent avec une impatience inquiète la parution du Livre blanc sur la "défense". Mauvais mot, au demeurant : que veut-on "défendre" à travers les missions pacificatrices qui sont aujourd'hui l'ordinaire de nos armées ? Aussi bien ces missions nourrissent-elles un vif débat, dont AROM s'est fait l'écho dans son bulletin de mars sous la plume de Christian Lambert. Une nation fragile - la nôtre -, dont le moralisme affiché cache un amoralisme absolu, envoie des soldats fragiles affronter des s'en-fout-la-mort en vue de rétablir la paix en divers points du monde. Cette situation nous met en porte-à-faux dans le rôle, revendiqué, de donneur de leçons. C'est que nos interventions ont pour but ultime non la simple paix des armes, mais l'instauration ou le rétablissement d'un État selon nos principes.

Maintes illustrations de ce porte-à-faux pourraient être données. L'une est fort concrète. Alors que chacun reconnaît la nécessité, pour nos soldats, de gagner les cœurs du peuple secouru - ce que, dit-on, les Américains font fort mal et nous très bien - et que ce résultat ne saurait être obtenu sans une certaine familiarité avec les autochtones, on n'en limite pas moins la durée du séjour opérationnel de nos unités à quatre mois, durée bien courte pour faire connaissance avec des gens dont le caractère, les mœurs et les croyances sont à l'opposé des nôtres. Par parenthèse, "croyances" n'est pas une référence commune, puisque nous n'en avons aucune et que ceux que nous secourons en ont de très fermes.

De là, un petit détour n'est peut-être pas inutile, par le statut de nos militaires et le choix fait en 1996 d'une armée de métier. Au crédit du nouveau statut on portera l'indifférence à la

cause, qui est la marque du soldat professionnel qui va où on lui dit d'aller et se bat contre celui qu'on lui désigne comme ennemi du moment. À l'inverse, on soutiendra

que son engagement est moins significatif que ne l'était celui du conscrit, représentant plus authentique de la nation. On créditera encore, et sans réserve, le professionnel du "calme des vieilles troupes", qui le rend capable de maîtriser sa force, qualité indispensable dans les petits combats qu'il mène au sein des populations citadines. On pensait enfin n'avoir qu'à se louer de sa disponibilité et de sa capacité à supporter de longues épreuves. Voilà un espoir déçu ! En effet, le professionnel des armes n'est plus aujourd'hui ce qu'il était hier, corvéable à merci, mort comprise. C'est, on s'en aperçoit avec surprise, un travailleur comme un autre, qui a des

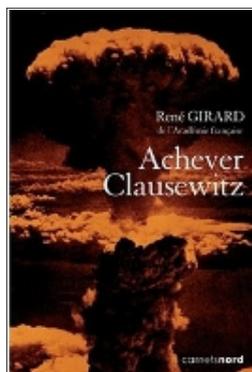
droits et le fait savoir. Le premier de ceux-ci est sa propre sécurité, laquelle requiert qu'il dispose des meilleurs outils et qu'il soit lui-même protégé des outils adverses. Cette dernière exigence n'est pas neuve et l'on ne saurait, sans indécence, la critiquer. Elle aboutit pourtant, technique aidant, à équiper le fantassin, comme chevalier en armure, d'un accoutrement fort encombrant et peu propice aux effusions populaires. Ouvrier ordinaire, le soldat

sait aussi que toute peine mérite salaire ; il décompte ses RTT, estime que le risque se paye et aussi le dépaysement, en sorte qu'il n'est pas plus disposé qu'un autre, on y revient, à s'expatrier pour de longs mois.

La critique est aisée, mais l'art est difficile. Voyons donc ce que l'art peut sauver de nos interventions extérieures, l'essentiel n'étant pas de les sauver si elles ne servent à rien, mais de comprendre à quoi elles servent. Or leur utilité est certaine, si l'on veut bien en limiter les prétentions. L'horreur que nous ressentons pour la guerre n'a pas que des



Carl Von Clausewitz



motifs très purs. Pour autant, ce que nous pouvons faire pour empêcher quelques attardés, de par le monde, de se battre entre eux est, en soi, une louable ambition. Certes, on a beau jeu de dire que, ce faisant, nous refusons à la guerre la fonction décisive qu'elle a, dans l'histoire, toujours exercée. Mais nous prétendons qu'aujourd'hui, la transparence dans laquelle baigne le monde et les lumières que la globalisation y répand permettent de régler les problèmes d'autre façon, diplomatie à l'extérieur, saine gouvernance à l'intérieur. La guerre n'est plus un moyen raisonnable de la politique¹. Il s'agit maintenant d'aider les furieux à se calmer, le temps que le bon sens prévale.

Ceci étant, et qui justifie politiquement l'intervention, reste la façon de s'y prendre, militairement. Comment "y aller" sans ajouter, comme disait l'autre, la guerre à la guerre et donc avec une bonne chance de succès, ce qui est, de l'aveu même de l'Église, longtemps experte en la matière, l'une des conditions de la guerre juste ? Or nous ne sommes pas en bonne position, ni moralement ni politiquement, pour décréter qui, de deux partis aux prises, est le méchant. Non plus pour faire cesser par la force les agissements de celui que nous aurions ainsi désigné. Aussi la sagesse commande-t-elle de n'intervenir qu'à minima, c'est-à-dire avec l'accord des belligérants. Il arrive en effet que ceux-ci, prenant acte de l'impasse où leurs combats les entraînent, ou simplement lassés de leurs tueries, décident d'arrêter le massacre. L'un et l'autre pourtant, peu assurés de la sincérité de l'adversaire, demandant à la communauté internationale de venir conforter un cessez-le-feu incertain. Ainsi nos soldats s'interposeront-ils entre les deux camps, ouvrant la porte à la diplomatie. Cette visée petite a été réalisée, par nous ou d'autres, à plusieurs reprises et non sans succès : ainsi à Chypre de longue date, en Yougoslavie, en Côte d'Ivoire, au Liban plus récemment.

Mais cette sagesse souhaitable - sagesse des belligérants, sagesse des intervenants - n'est pas toujours au rendez-vous. D'effroyables conflits naissent ou durent ou renaissent sans que se profile la moindre perspective d'apaisement. Que faire ? Rien ou quelque chose ? Notre bon cœur nous pousse à l'action, notre raison nous en retient. Doit-on, suivant la raison, renoncer, laissant les combattants s'étripier et leur combat décider du vainqueur, futur gouvernant ? Il en est qui le pensent et notre ami et maître regretté, Pierre Messmer, était de ceux-là. Les autres, et nos gouvernants à ce qu'il semble, pensent à l'inverse et

jugent, poussés par l'opinion publique, qu'il convient de ne pas laisser à la guerre le dernier mot et qu'il faut convertir les autres à notre catéchisme. Des expériences diverses nous montrent les limites de l'exercice et aussi ses bienfaits. Voici le Rwanda, et l'Afghanistan, et l'Irak.

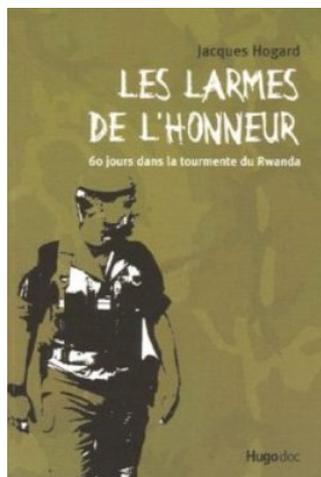
Au Rwanda, notre intervention, approuvée mollement par l'ONU, a été méchamment critiquée au motif d'une partialité qui nous aurait amenés à sauver les massacreurs hutus d'un juste châtement. Les témoignages de nos officiers² et l'enquête de la commission parlementaire dirigée par Paul Quilès ont fait litière de ces méchancetés qui, dit-on, réjouissaient les Américains. Nos soldats, confrontés à la sauvagerie, ont sauvé là des milliers de vies.

La guerre afghane, où nous venons de renforcer notre petit contingent, est moins claire que la barbarie rwandaise.

L'intervention américaine, quelques semaines après le 11 septembre, avait un objectif précis et un autre qui l'était moins. Le premier était de porter un coup fatal à Al Qaïda et de liquider son inspirateur, protégé du pouvoir local. Ce premier objectif n'a toujours pas été atteint. Le second était de débarrasser les Afghans des Taliban qui leur imposaient un régime où la vertu tenait lieu de constitution, vertu ravageuse dont nous avons, en France, fait la triste expérience (eh oui ! 1794, vertu laïque pour vertu religieuse). Cet objectif-là paraissait accessible, pour

peu qu'on s'accommodât d'une autorité morcelée entre des tribus fantaisistes mais indomptables. On sait que le pouvoir central mis en place à Kaboul peine à faire face au retour en force de la vertu talibane. Nous voilà, comme on eût pu s'y attendre, au cœur du problème, qui n'est point militaire mais politique, voire... métaphysique.

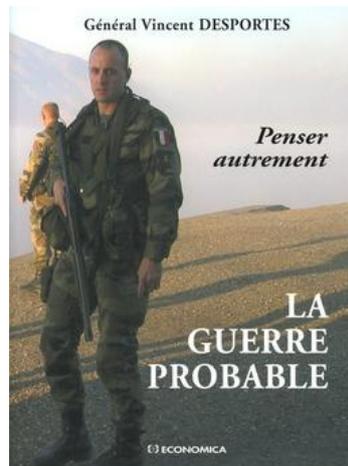
En Irak, c'est autre chose et plus obscure encore. Un an après le 11 septembre, l'Amérique s'avise de ce que le régime de Saddam Hussein est infâme. D'où suit la guerre de 2003, guerre à l'ancienne fort réussie, et l'enlèvement qui la prolonge en un conflit asymétrique d'une grande complexité. Entre chiites divers, Arabes sunnites dépossédés du pouvoir, Kurdes ravis et militants d'Al Qaïda, bien malin qui dira où est l'ennemi. Sauf à pointer comme telle la diversité elle-même, que seule une poigne de fer a pu, dans l'histoire moderne de l'Irak, contenir. L'entreprise américaine peut apparaître comme le modèle de ce qu'il faut éviter. Les choses étant ce qu'elles sont, elle a néanmoins un mérite : Irakiens et Américains sont



REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

désormais au pied du mur. Les Irakiens sont sommés de s'entendre ou de disparaître en tant que nation ; les Américains sont contraints à une stratégie intelligente dont il faut, bien tardivement il est vrai, créditer l'excellent général Petraeus.

Les Français, comme chacun le sait mais surtout nous-mêmes, sont intelligents de naissance. Notre armée, confrontée à de nouvelles missions que l'on ne dit guerrières que par facilité, a beaucoup réfléchi et a établi, notamment au sein du Centre de doctrine que dirige de mains de maître le général Desportes, une théorie qui se tient³. L'essentiel est la primauté du politique et le constant souci du mili-



taire doit être de lui ouvrir la voie. Mais, là encore, n'est-ce pas trop d'ambition ? *La révolution ne s'exporte pas*, disait Robespierre, encore lui ; la démocratie non plus. On a dit que notre modèle, anciennement enviable, devait aujourd'hui nous incliner à une extrême modestie. La meilleure contribution que nous puissions apporter au monde serait de lui présenter un nouveau visage ; celui d'une société aimable qui, plus soucieuse de dignité que de droits, parlerait d'elle-même sans qu'il lui soit nécessaire de se hausser du col. Il y a du pain sur la planche !■

*Général Claude le Borgne (cr)*⁴



¹ Il y a à cet aboutissement bien des raisons. L'aboutissement lui-même peut être discuté. René Girard, dans son dernier ouvrage (*Achever Clausewitz*, Carnetsnord) affirme que la guerre "institutionnelle" était, au moins avant les excès affreux du XX^e siècle occidental, un apprivoisement de la barbarie.

² Notamment ceux du général Lafourcade, commandant l'opération Turquoise, et du colonel Hogard, commandant le groupement sud.

³ Voir *Les Forces terrestres dans les conflits aujourd'hui et demain*, Economica 2007

⁴ Claude le Borgne, auteur d'une dizaine d'ouvrages. Le dernier : "Dites voir, Seigneur ...", un roman publié en février 2008 à l'Harmattan.

Développement des savanes africaines

Louis Richard

Conformément au souhait qu'avait exprimé son Assemblée Générale, AROM a voulu faire appel au témoignage et à l'expérience non seulement des administrateurs, magistrats et fonctionnaires d'autorité ayant servi Outre Mer, mais également à ceux qui y ont apporté une expérience technique. Les prémices d'une crise mondiale des besoins alimentaires d'une population qui s'accroît et s'urbanise sont déjà présents, l'intensification des systèmes agraires mis en place a ses limites ; seule la mise en valeur des régions, jusqu'à présent sous ou mal exploitées, peut apporter une solution durable. L'Afrique est peut-être l'une d'entre elles.

AROM vous propose aujourd'hui le point de vue de Louis Richard, ingénieur agronome, docteur ingénieur ; il fit carrière pendant 42 ans à l'IRCT (Institut de Recherche pour le Coton et les Textiles) dont 25 années à la direction de la division d'agronomie de cet institut. L'Afrique tropicale fut au centre des activités de Louis Richard, mais une étroite coopération avec d'autres pays, de l'Iran à l'Amérique latine, lui permit de prendre la mesure des problèmes agronomiques auxquels notre société devra faire face.

Premières approches

Nos sociétés occidentales témoignent que l'agriculture est la première étape de tout progrès ; les premiers colonisateurs de l'Afrique ne l'ignoraient pas et le développement agricole fut leur souci majeur. Ils se trouvèrent face à une situation, médiocre sans doute, mais en équilibre entre les besoins des populations et les possibilités du milieu qui leur étaient accessibles. L'Afrique des savanes de l'hémisphère nord présente une grande homogénéité naturelle, il ne faut donc pas s'étonner, qu'avant toute intervention extérieure, les systèmes de cultures des Africains aient été uniformes du Tchad au Sénégal.

Au début du siècle on proposa que la meilleure façon de tirer parti des colonies était d'en concéder la mise en valeur à des compagnies à charte recevant pour trente ans le monopole de l'exploitation des produits du sol pour des superficies atteignant 100.000 km². Le système était absurde et ces compagnies implantées essentiellement au Moyen-Congo et en Oubangui-Chari disparurent rapidement. Il fallait cependant que les colonies assurent une partie de leur financement par l'exploitation des ressources locales, d'après la loi de finance de 1901. Les produits de cueillette contribuèrent à ce financement ; il y eut une notable commercialisation du caoutchouc naturel, récolté sur les arbres et les lianes dans les forêts et les galeries forestières. La récolte se faisait cependant dans des condi-



tions humaines inadmissibles. Le gouvernement français décida d'envoyer une mission extraordinaire confiée, en avril 1905, à Savorgnan de Brazza qui sut réformer et humaniser la mise en valeur de l'Afrique Centrale. Il mourut à Dakar le 15 septembre 1905, sur le chemin du retour.

Après des funérailles nationales, ses restes furent transférés à Alger et son tombeau reçut une large épitaphe destinée à immortaliser « *La conquête d'un immense empire dans l'Afrique inconnue, par un héros presque seul et sans armes, mort au cours d'une dernière mission pour sauvegarder les droits des indigènes et l'honneur de la nation* ».

La traite du caoutchouc avait provoqué en Oubangui une pénurie de vivres. Pour y remédier rapidement l'administration voulut faire adopter aux villageois des champs collectifs

très encadrés. Le résultat fut décevant car l'Africain possède avant tout un sens communautaire mais nullement collectif, tous ensemble mais chacun pour soi ; ce qui fut fait avec des blocs de culture uniforme où sur une unique superficie chaque cultivateur avait sa propre parcelle. Lorsque la culture du coton fut lancée en Oubangui par le Gouverneur Lamblin, qui y résida de 1919 à 1930, la production en blocs villageois fut adoptée ; ils devinrent indissociables du développement cotonnier. Ces blocs furent exploités avec des rotations traditionnelles, comportant des cultures vivrières et des jachères de longue durée. Les cultures de cases, propres à chaque famille, demeurèrent

inchangées.

Nouvelles structures

La recherche agronomique, moteur du développement agricole, connut un réel essor après la Seconde Guerre, sous une forme d'ailleurs originale, avec un organisme pour chacune des importations tropicales : coton, oléagineux, fruits, bois, caoutchouc, café-cacao. Ces instituts autonomes, régis par la loi sur les associations de 1901, étaient financés par des fonds de soutien propres à chaque production. Ce système était bien d'un style colonial, la métropole favorisait les productions qui lui étaient nécessaires mais tout le monde y trouvait son compte, producteurs et consommateurs. L'amélioration des cultures vivrières auto-consommées restèrent cependant du ressort des services territoriaux, jusqu'à la création d'un nouvel institut, IRAT, doté d'un statut identique à celui de ses prédécesseurs.

Au-dessus de cet ensemble de recherches appliquées se situait l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-mer, (ORSTOM). Le domaine de cet office, très proche de l'Université, concernait les sciences de la vie et de la terre. L'ORSTOM, basé à Paris et à Bondy, avait de multiples implantations hors de France, dont le Centre de recherches d'Adiopodoumé, près d'Abidjan. Les relations de l'ORSTOM avec les Instituts furent très étroites, notamment pour la formation des jeunes chercheurs.

Les structures et le financement des Instituts évoluèrent en fonction des relations entre la France et les Etats devenus associés puis indépendants. Leur coordination connut plusieurs étapes pour aboutir en 1982 au CIRAD, (Centre International de Recherches Agronomiques pour le Développement). Il faut cependant noter, qu'en dépit de cette évolution, nous avons toujours conservé sur le terrain, en Afrique, notre personnalité d'origine et une grande autonomie d'action. Les relations étaient aisées avec les services nationaux en respectant certaines sensibilités.

La recherche agronomique aurait été inutile sans un relais entre elle et les producteurs. Cette liaison s'établit avec des organismes indépendants, sur le modèle qui avait structuré la recherche. On vit dans les années cinquante se créer le B.D.P.A. (Bureau pour le Développement des productions agricoles), la C.G.O.T. (Compagnie Générale des oléagineux tropicaux) et surtout la C.F.D.T. (Compagnie Française pour le Développement des Textiles).

L'outil était en place, il restait à lui fixer des objectifs. La première réussite du coton en Oubangui et au Tchad avait montré les avantages de cette production: Forte valeur sous un poids et un volume réduits, facilités de stockage, débouchés assurés. Déjà, en 1941, le Gouverneur Général

Félix Eboué déclarait: « *La réussite du coton est la plus grande réussite, à la fois politique et économique, de l'Afrique Equatoriale Française* ». Le coton devint donc, naturellement, le premier facteur du développement des régions de savanes. En février 1950, le premier Directeur général de la CFDT, société d'économie mixte nouvellement créée, fit une mission en A.E.F. pour observer les modes d'intervention des sociétés cotonnières: Cotonfran, Cotonaf et Cotoubangui. Un plan cotonnier pour l'Afrique était né qui conduisit l'Afrique tropicale francophone, en 2005, au 7^{ème} rang des producteurs et au 2^{ème} rang des exportateurs.

Le coton. Croissance ou développement

L'année 1950 marque le départ d'un progrès agricole dont le coton sera le moteur. Les organismes responsables prirent pour option d'intervenir dans un cadre traditionnel, avec des agriculteurs, acteurs et premiers bénéficiaires. La CFDT en AOF et au Cameroun ainsi que les sociétés cotonnières de l'AEF adoptèrent la même attitude.



crib artisanal pour le stockage du maïs

J'ai vécu personnellement ce début du coton, ayant été affecté par l'IRCT (Institut de Recherches pour le Coton et les Textiles), en juin 1948, à la station de Tikem au Tchad. Les moyens matériels étaient limités et les conditions de vie précaires, mais chacun trouvait cela normal, pensant que nous étions à un point de départ, nul n'avait d'inquiétude pour l'avenir. L'ambiance était la même parmi les vulgarisateurs. L'un d'entre eux, après sa retraite, en donna un témoignage : « *Le binôme, encadreur-encadré fut la clé d'un système collant aux réalités du terrain, permettant de connaître aussi bien que possible le contexte rural dans lequel il fallait intervenir et créant finalement l'indispensable confiance réciproque. Quelques décennies plus tard les résultats ont montré que les hommes du début, encadreurs et encadrés, s'étaient finalement bien compris* » (P. Salace)

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

Les blocs villageois de culture avec parcelles individuelles, adoptés en AEF furent généralisés à toutes les zones cotonnières. Les successions culturales avec cultures vivrières après coton ainsi que les jachères naturelles de longue durée furent maintenues. Ce regroupement des cultivateurs avec un encadrement rapproché favorisa la diffusion des meilleures techniques de production.

Ayant assuré à partir de 1958 la direction de la Division d'Agronomie de l'IRCT, il m'a été possible de définir avec l'ensemble de mes collègues un programme cohérent de recherche et d'expérimentation qui permit de diffuser rapidement deux techniques essentielles: la traction bovine et la fertilisation minérale. Les apports d'engrais devaient tenir compte des déficiences naturelles du sol, des besoins propres au cotonnier et des arrière-effets sur les autres cultures de la rotation. Les formules optimales étaient définies en collaboration étroite avec les autres Instituts de recherche sur les cultures vivrières.

Entre 1960 et 2000 la production cotonnière a connu un essor extraordinaire. En 1948, seuls le Tchad et l'Oubangui avaient ensemble une petite production de 37.000 tonnes de coton-fibre, cinquante années plus tard la production de l'Afrique francophone était de 950.000 tonnes pour une superficie de 2.250.000 hectares. On peut se féliciter de cette croissance qui permit de généraliser des facteurs de production, inconnus précédemment, et



bétail de trait baoulé

d'établir une filière économique entre les groupements villageois et le marché international.

Toutefois, a-t-on pris suffisamment en compte l'évolution de la fertilité, y a-t-il eu fatigue des sols? La recherche est en mesure de répondre par l'affirmative. Les résultats des essais de longue durée, dont certains dépassèrent 15 années sont indiscutables. D'ailleurs le rendement moyen des dernières années de 240 kg/ha de coton-fibre se révèle inférieur à celui des autres grands pays cotonniers; il ne représente, en outre, que 40 % du potentiel des variétés cultivées. Ce rendement moyen est d'autant plus inquiétant qu'au cours des années 1990 à 2000 les apports d'en-

grais et les applications d'insecticides se sont généralisés.

La course à la production fait certainement courir des risques de dégradation de la fertilité. Dans plusieurs Etats, le coton occupe actuellement plus de la moitié des terres cultivées. Après avoir identifié les facteurs significatifs de ces risques, la recherche se devait d'établir des systèmes cohérents avec pour objectif un développement durable.

Pour un développement durable

Les innovations proposées aux cultivateurs africains, telles que la traction animale, la culture en ligne, la fertilisation, leur permirent d'atteindre un niveau technique qui avaient demandé de nombreuses générations à l'agriculture des régions tempérées pour y parvenir. Toutefois tout progrès comporte des risques et nous avons vu que la fatigue des sols était une réalité qu'il fallait maintenant prendre en compte.

Les divers essais de longue durée implantés sur nos stations avaient indiqué plusieurs voies susceptibles de conduire à des systèmes de culture conservateurs de la fertilité, sédentarisables, dans lesquels les vivriers pourraient, eux aussi, être considérés comme culture de rente, au même titre que le coton.

En 1980, se présenta pour moi l'opportunité de limiter géographiquement mes activités pour me consacrer, jusqu'en 1990, à l'étude d'un développement durable. La zone cotonnière Tchad-Centrafrrique présentait un site favorable avec ses deux zones climatiques, soudanienne au Nord et préguinéenne au Sud.

Les études se répartirent suivant un gradient allant de Kelo (10° latitude N) à Fort-Sibut (5,5 latitude N), soit un axe nord sud de 500 km. A ces latitudes nous avons trois stations expérimentales Bebedjia au Tchad, Soumbé et Bambari en Centrafrique avec des essais de longue durée, 15 ans pour les plus anciens.

L'analyse de la variabilité des rendements fut notre première préoccupation. Elle se réalisa localement à partir des expérimentations de longue durée suivant différents modes d'intervention et dans l'espace, une année donnée, dans les blocs de culture villageois, chaque rendement étant accompagné d'une analyse de sol. Les conclusions en furent les suivantes :

- En zone soudanienne la variabilité des rendements est très forte, identique dans le temps et dans l'espace, de 300 à 3500 kg coton-graine par hectare. Les facteurs pédologiques explicatifs sont également identiques; la teneur du sol en matière organique explique à elle seule 62% de la variabilité provoquée au terme d'un essai de longue durée

REFLEXIONS SUR LE TEMPS PASSE ET PRESENT

et 50% dans l'enquête régionale.

- En zone préguinéenne la variabilité est un peu plus réduite et ce sont les facteurs liés à l'acidification du sol qui expliquent plus de 50% de la variabilité des rendements; la matière organique n'est plus en cause.

Cette concordance entre temps et espace ainsi que la nature des facteurs pédologiques mis en cause, conforme au principe de zonalité, donnèrent une grande validité à nos observations.

Avant d'aborder la définition des systèmes de culture il nous fallait mieux connaître le milieu traditionnel. Cette étude a été réalisée par de jeunes ingénieurs agronomes, en service coopération. Ils firent durant quelques années un travail remarquable sur la composition des unités de production, nombre d'actifs et de consommateurs, sur la nature des cultures et leurs superficies; les temps de travaux et les calendriers agricoles complétaient ce panorama.

Les connaissances acquises, depuis deux ou trois décennies, en agronomie tropicale et les précisions que nous venions de recueillir nous permirent de proposer des systèmes cohérents qui furent mis en place en vraie grandeur. Les premiers rendements obtenus furent supérieurs à nos prévisions et nous avons dû réévaluer les apports d'engrais pour obtenir un bilan minéral positif entre restitutions et exportations. Pour limiter ces apports on a recherché toutes les pratiques disponibles sur place, enfouissement des résidus de récolte, enrichissement du sol en azote par les légumineuses, épandage des terres de parc du petit troupeau d'exploitation. L'enrichissement du sol en matière organique, nécessaire en zone climatique soudanienne, a été réalisé par l'enfouissement d'une jachère à graminée de deux ans, méthode testée et mise au point dans les essais de longue durée ; 15 tonnes de matière sèche sont enfouies avant la reprise de la rotation culturale.

La protection contre l'érosion pluviale est une mesure indispensable si l'on veut sédentariser l'exploitation du sol. Différents modes d'aménagement ont été expérimentés en milieu tropical, ce sont les aménagements en fossé-banquette qui nous parurent les plus simples et les plus efficaces. Ces fossés sont espacés d'une vingtaine de mètres, ils épousent grossièrement les courbes de niveau et débouchent dans un drain. Ce dispositif, réalisé manuellement demande une journée de travail pour 10 mètres de fossé-banquette. C'est un investissement peu coûteux réalisable en inter-saison de culture.

La main-d'œuvre en culture manuelle ou attelée est essentiellement familiale, elle assure son alimentation à partir de ses propres productions. Il est donc important de veiller à leurs qualités pour que l'alimentation humaine, qui en est le reflet, soit également abondante et équilibrée. L'étude du bilan nutritionnel de nos systèmes a été suivie suivant les recommandations du Dr J.C.Dillon, professeur de nutrition humaine à l'Institut National Agronomique de Paris-Grignon. Ce bilan a montré que les systèmes préconisés procurent aux travailleurs et à leur famille une alimentation abondante dans laquelle les trois grands groupes de nutriments, glucides, lipides, protides présentent un



fossa-banquette anti-érosif

équilibre satisfaisant. Le rapport entre productions et besoins est de 2,7 pour les calories, de 4,2 pour les protéines et de 2,5 pour les lipides. **Il est donc possible de commercialiser au moins la moitié des productions, après satisfaction des besoins familiaux.**

Un développement durable est possible, dans le respect de la fertilité des sols, il permet la sédentarisation des exploitations. Les cultures vivrières peuvent devenir culture de rente, comme le coton, à condition d'en organiser le marché. Les objectifs que s'était fixés toute une génération d'agronomes, passionnés par leur travail, ont donc été atteints. Malheureusement la situation politique et sociale de l'Afrique n'est guère favorable actuellement à une évolution profonde des systèmes de production. Cependant on ne peut imaginer qu'un tel potentiel reste inexploité au moment où le monde entier a un besoin impérieux de produits vivriers.

Voici un bel objectif de coopération entre la France et l'Afrique, objectif sans doute utopique mais l'utopie est souvent source de progrès. ■

Mai 2008. *Louis Richard*



Lu dans la presse et dans les revues ...

Lu dans le N°29 des “cahiers anecdotiques de la Banque de France”

Les tribulations de l’or en Afrique 1940/1942.



Il s’agit de la suite du sauvetage de l’or de la Banque de France, déjà évoqué dans le numéro d’AROM de novembre 2007. Ce nouvel article relate, à partir de documents jamais publiés, tirés des archives de l’Institut d’émission, ce qu’il advint des 3000 t d’or (et non pas 300 comme il était dit dans le précédent compte rendu) péniblement acheminés au Sénégal en 1940 : son évacuation de Dakar, son transport à Kayes au Mali que l’on appelait alors Soudan et les diverses expéditions par terre, par mer ou par les airs effectuées vers la France, la Suisse et le Portugal en 1941 et 1942. Il fallait rendre l’or belge aux Allemands et alimenter le fonds de stabilisation des changes dans les pays neutres. On assiste aux problèmes rencontrés par les convoyeurs, accablés de chaleur et de parasites pour

naviguer sur le Niger, franchir le Sahara et traverser la méditerranée en avion malgré la chasse anglaise et italienne. On devine les dangers de leur périple en bateau du Maroc au Portugal et leurs ruses pour passer de France en Suisse. Il restera, après l’armistice de 1945, de décrire le retour de cet or en métropole, la remise de l’or polonais et, enfin, après la chute du rideau de fer, la restitution de l’or balte à l’Estonie, à la Lituanie et à la Lettonie.

L’ouvrage est libre de droits. On peut se le procurer à la Banque de France au prix de 4,57€ ; (s’adresser à Mme Bordogna tel : 01 42 92 03 92) courriel : muriel.bordogna@banque-france.fr

G. Renaillé

Jeunes Ministres françaises issues de la diversité

Deux articles se répondent sur ce sujet : nous empruntons le titre à un article à Jeune Afrique du 2 mars 2008 où, sur la base d’un sondage exclusif IFOP/J.A., François Soudan analyse ce que pensent les Français d’origine africaine de la participation au gouvernement de Fadela Amara, Rachida Dati et Rama Yade. Comment leur nomination a-t-elle été accueillie ? Comment est jugée leur action ? Quel impact a leur présence au niveau des discriminations ?

Fadela passe pour la plus fédératrice, la meilleure au niveau de la performance, Rama Yade la plus représentative ; ce sont son côté électron libre et sa fierté qui séduisent. La Ministre de la Justice est la seule à enregistrer plus d’opinions défavorables que favorables pour son action. Sa plus grande proximité avec le Chef de l’Etat, mais

surtout les sujets qu’elle traite pourraient l’expliquer.

L’impact de ses trois personnalités phares a-t-elle contribué à une meilleure acceptation de la diversité et à une réduction des discriminations ? 63% des sondés estiment que non ? De fortes personnalités comme Claude Ribbe jugent que “la négrophobie s’est renforcée en France en 2007” tandis que Lilian Turam estime que cette présence agit comme “une sorte de paravent”. Tout cela n’est pas très significatif conclut l’auteur, mais “il faut des symboles pour changer une image” pense l’écrivain marocain Tahar Ben Jelloun.

L’étonnant, dans ce sondage, est que la présence de Français de couleur dans le Gouvernement apparaît comme une découverte. Or, comme le rappelle Alain Ruscio dans “Le Monde diplomatique” de juin, cette présence remonte à Blaise Diagne. Né à Gorée en 1872, il fut longtemps député des

quatre communes du Sénégal puis Secrétaire d’Etat en 1917. Diagne, réussite éclatante de l’assimilation, eut son pendant sous la IV^{ème} République avec Houphouët-Boigny “inventeur” du mot de “Françafrique” mais qu’il utilisait dans un sens très positif. Avant les indépendances, toutes les familles politiques avaient leurs élus de couleur au Parlement : Senghor, Césaire, Paul Vergès mais surtout Monnerville, Président du Sénat, en furent les représentants les plus emblématiques. Certains furent aux affaires pendant la guerre du Vietnam, d’autres celle d’Algérie. Alors, Diagne, Houphouët-Boigny, Dati même combat ? En quoi la couleur d’un Secrétaire d’Etat change-t-elle la donne s’interroge l’auteur en soulignant que, pendant que nos trois Ministres soutiennent le Président, des milliers de Maghrébins et d’Africains sont expulsés.

Raymond Césaire



Vu au cinéma ...

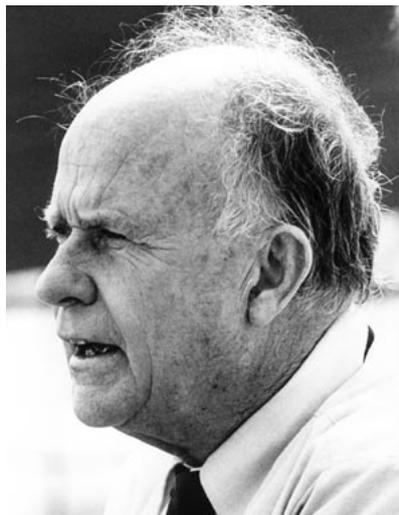
Réflexion sur le cinéma africain

On peut imaginer, comme point de départ de ces réflexions, les récents témoignages qu'ont constitué "Africamania", la rétrospective du cinéma africain organisée par la cinémathèque française en même temps que le prix, "Leçons de cinéma", était décerné à Gaston KABORE, par le Festival panafricain de Rome tandis que la communauté Dogon rendait en février 2007 au panthéon des falaises de Bandiagara, un hommage funéraire à Jean ROUCH.

Ce cinéma ne serait-il que le reflet d'un passé glorieux ou, plus justement, au-delà des inquiétudes présentes quant à son financement, à son public et à son environnement politique, un art et une industrie qui continuent d'être portés par des auteurs de talent, par une diversité accrue des thèmes traités ainsi que par des modes techniques de confection et de diffusion nouveaux s'inscrivant dans les cadres nationaux élargis.

Les débuts : "l'effervescence créatrice"

Un cinéma original est né au lendemain des indépendances, pour l'essentiel, en pays sahélien francophone, coexistence heureuse, alors, de grands cinéastes et de thèmes et de modes de narration ancrés dans les réalités du village et des banlieues déshéritées. C'est Ousmane SEMBENE qui tour-



Jean Rouch



Gaston Kabore

nera en 1966, au Sénégal, le premier film africain, le très sobre et émouvant court métrage "BORROM SARRRET"; lui encore, qui avec deux longs métrages "La noire de" et "Le Mandat", qui fut d'abord un livre, donnera au cinéma africain ses premières lettres de noblesse.

Dans le cadre d'une dépendance douce de certaines aides françaises, ce cinéma bénéficiera, du 1972 avec le FESPACO (festival panafricain du cinéma de Ouagadougou) d'une vitrine promotionnelle unique des cinémas du continent, rassemblant peu à peu, de façon rare et équilibrée, les productions de l'Afrique blanche et noire, dans leur diversité de genres et de langues tout en privilégiant le cinéma d'auteur, les outsiders plus que les notables, sans oublier de s'ouvrir aux diasporas. Etonnant FESPACO, porteur de tant d'avancées, de fidélité, de symboles et de promesses, au cœur d'un des pays les plus pauvres du monde mais où les salles de cinéma n'ont pas encore disparu, où perdure une réelle politique de soutien au 7ème Art, en même temps qu'une production annuelle conséquente, à l'échelle modeste du Burkina Faso et un travail d'animation, par Gaston KABORE, d'un institut de formation des cinéastes africains. L'industrie du cinéma compterait parmi les plus importantes du monde, en troisième place, disent certains, après l'armement et l'automobile

(1) Yeelen. 1987

(2) Yaaba. 1989

Creux et rebonds

Au fil des décennies qui suivent, le cinéma africain alternera, dans une sorte de permanent paradoxe, la recherche d'impossibles miracles et le constat de nombreux renoncements avec l'avènement d'une nouvelle génération de grands cinéastes tels Souleymane Cissé¹, le plus immense de tous, sans doute, Cheikh Cissoko et Idrissa Ouedraogo², pour n'évoquer qu'eux. Si la veine heureuse des grands du cinéma sahélien demeure, "Bamako" et "Darrat" en témoignent avec éclat, le regard sur le film africain s'est fait plus divers, de la vitalité talentueuse d'auteurs originaires du Maghreb - cf. l'admirable "La graine et le mulet" - aux approches plus constructives et modernistes, de certains cinémas d'Afrique australe et du Nord.

Cinéma plus divers, au plan des thèmes abordés qui en appellent, au-delà des ressorts villageois de naguère, à la condition de la femme, à la vengeance, à la politique, aux enfants - soldats, à l'émigration comme aux bandes urbaines, au plan des modalités de la dépendance et de la censure, c'est ainsi que le cinéma égyptien très lié aux financements des pays du Golfe s'autocensure beaucoup plus largement en matière de religion et de sexe qu'en matière sociale ("L'immeuble Yacoubian", film récent, en témoigne comme film "libéré", sur la corruption), sur le plan, enfin, des modalités techniques de fabrication et de distribution des films avec l'irruption du numérique tout à la fois tentation, souvent, du n'importe quoi mais seule réponse significative possible à la crise que traverse la production africaine depuis plus de vingt

ans pour cause de déficit de financement, d'indifférence de trop d'Etats et de désengagement des télévisions européennes.

Dernière source de perplexité, mais non la moindre, l'accès au film.



Sembene Ousmane



Gaston Kaboré au FESPACO

L'accès au film

C'est la donnée la plus contraignante pour trop de pays d'extrême pluralisme ethnique et qui y répondent soit

par des scénarios simples, s'inscrivant dans des univers familiers et des dialogues restreints, soit par des sous-titres, du moins pour ceux qui lisent..., et qui sont formulés, en priorité, à l'intention de festivals européens ou bien encore par l'invite à certains publics. L'exemple de "Mandat", vu à quelques semaines d'intervalle, en français, dans une salle "européenne", acquise et rieuse, puis en ouolof, à Dakar, peu après, dans un joyeux séisme réactif, disait assez où s'étaient nouées les harmonies les plus fortes. "Accès, vous avez dit accès, mon cousin..." mais à quoi ?, quand les salles, pour cause de mauvais entretien ou de vocation devenue autre, de télé envahissante ou de vidéo piratée, ne sont plus, quand l'argent manque pour l'achat d'un billet, quand persiste ou s'accroît une dépendance lourde vis-à-vis du Nord ou des pays d'Orient qui savent si bien inonder le marché et formater le public.

Alors, se rapporter, à quoi, aujourd'hui pour espérer encore en un continent au passé si riche ?

Au Maroc d'abord, semble-t-il, devenu, de nos jours, une référence au Maghreb, terrain favorable de tournage de grandes productions étrangères, volonté du promotion d'une image attrayante pour les investisseurs, initiatives d'aide au cinéma du "Centre cinématographique marocain" (CCM), multiplication des festivals, redressement progressif du parc des salles, autant d'éléments positifs qui se conjuguent pour construire un présent cohérent et espérer en un futur stimulant.

L'Afrique du Sud ? Autre exemple

1) L'industrie du cinéma compterait parmi les plus importantes du monde, en troisième place disent certains après l'armement et l'automobile.

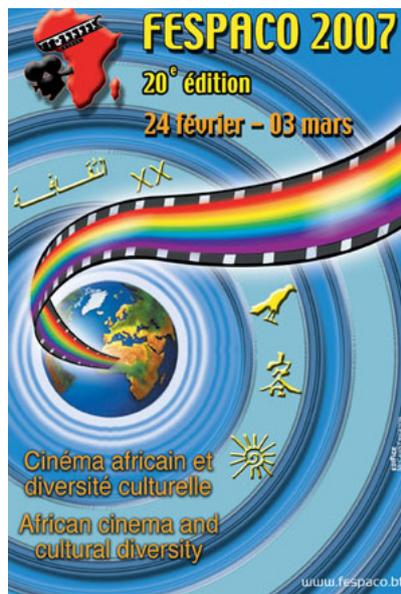
réconfortant. L'Oscar 2006 du meilleur film étranger "Mon nom est Tsotsi" a révélé à beaucoup la force du cinéma sud-africain - La création en 1997 du "National film and video foundation" (NFVF) est devenu le centre de gravité des efforts locaux de mise en place progressive d'une véritable industrie. Le souci de produire des films de qualité se heurte pourtant à l'absence d'un véritable public encore peu enclin à se porter vers sa propre production.

Que "la Fédération panafricaine des cinéastes" (FEPACIII), prolongement, des grands sahéliens de naguère ait établi son secrétariat exécutif à Johannesburg constitue un autre symbole de cette vitalité.

Un mot sur le Nigeria où la situation est inverse : production de films vidéo abondants bon marché et peu montrables - on parle à Lagos de "Nollywood" - mais un cinéma qu'a rejoint par contre un large public.

Du relatif au cinéma

Ne concluons pas ces quelques réflexions sur les débuts, les fiertés et les zones d'ombre du cinéma africain - sans référer à l'existence, ailleurs et souvent, de zones d'ombre comparables, celles du cinéma italien par exemple, le grand des cinémas d'après guerre, sinistré aujourd'hui, de salles d'auteurs et de public, pour cause première d'hémorragie télévisuelle ; - sans saluer la renaissance du cinéma allemand, revenu de loin, l'avènement, après l'heureuse défer-



lante, déjà ancienne, des cinémas d'Asie, des beautés venues d'Iran, du cinéma argentin, enfin, réjouissant dernier né - sans évoquer l'admirable "L'arbre aux sabots" des frères TAVIANI, tourné en dialecte piémontais et diffusé en italien dans la péninsule, tandis que certaines des plus récentes productions québécoises sont diffusées dans l'hexagone en sous-titres français ... ainsi ne sera pas oublié que le pluralisme des langues et des accents n'est pas une spécialité africaine.

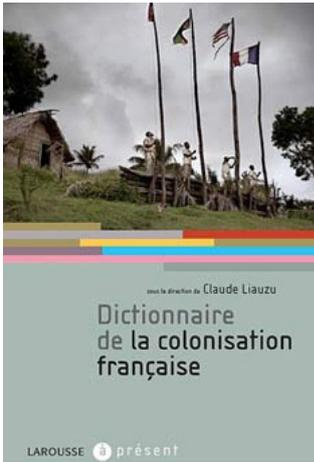
Le relatif s'est également exprimé à des époques et dans des lieux moins dissemblables qu'il n'y paraît. Assister, à la fin des années 1970, au cinéma à ciel ouvert de Zinder, à des séances supposées non stop de deux longs métrages, ô combien importés et que seule pouvait interrompre une mini-émeute née d'une inversion de bobines ou d'un traître d'écran devenu trop ignoble, - était-il si différent de ces projectionnistes ambulants qui sillonnaient en 1943, les routes et les salles improbables du Tarn-et-Garonne, pour le bonheur de spectateurs patients et beaux joueurs qui n'avaient pas oublié un très indispensable siège.

Ainsi va le cinéma en ses multiples visages tout en passions partagées et mutations profondes enrichi de ce que, depuis plus de quarante ans, l'Afrique, en ses approches, lui apporte.

Jean Paul Martin



Lu chez le libraire ...



Dictionnaire de la colonisation française, sous la direction de **Claude Liauzu** Larousse à présent, mars 2007, 646 p.

Dans le n° 14 de mars 2008, Raymond Césaire rendait compte de la parution du « *Dictionnaire de la France coloniale* » sous la direction de Jean-Pierre Rioux. L'année 2007 a vu la publication d'un autre « *dictionnaire de la colonisation française* » sous la direction de Claude Liauzu¹, décédé depuis.

Il a dirigé une équipe de 70 auteurs où figurent de jeunes chercheurs afin d'exposer des points de vue nouveaux et de faire connaître des travaux issus des DOM/TOM, ignorés de la métropole (p. 11). Ouvrage de vulgarisation, visant à faire la synthèse des connaissances, il est destiné au plus grand nombre dans un contexte où jamais la colonisation n'a occupé une telle place dans la vie publique après le vote de la loi de 2001 condamnant l'esclavage et celle du 23 février 2005 «portant reconnaissance de la

nation» aux Français d'outre-mer dont l'article 4 stipule «le rôle positif» de la présence française outre-mer (p.10). Claude Liauzu fut à l'origine de la dénonciation de cet article qui, selon lui, mettait en cause la liberté de l'historien, et de la campagne d'opinion en vue de son abrogation.

Le livre est divisée en trois parties. La première est une introduction où Claude Liauzu expose les raisons de l'entreprise suivies de la question de savoir si la colonisation fut positive ou négative, rappelant alors l'évolution de l'historiographie. Il pose ensuite la question des causes de la colonisation et de sa place pour les sociétés du Sud et pour la France, un phénomène inscrit dans le temps long braudélien de l'histoire. Lorsqu'il se demande s'il y a une spécificité française par rapport à la colonisation britannique, il oublie la position géopolitique de la France tiraillée entre son ouverture sur les mers du monde par sa large façade atlantique doublée d'une façade méditerranéenne mais solidement arrimée au continent européen ce qui l'oblige à mener à la fois une politique d'expansion ultramarine tout en s'occupant activement des affaires européennes si elle veut être une puissance. La partie s'achève sur la question des sociétés postcoloniales qu'il définit en oubliant de considérer que ce sont les sociétés sorties de la colonisation et ayant accédé à l'indépendance. Le mérite de l'introduction est de situer la tendance actuelle à la critique de la colonisa-

tion et à la repentance dans son contexte en l'associant à une génération marquée par les années SOS racisme, une génération morale d'autant plus attachée aux valeurs des droits de l'homme que les grandes idéologies se sont effondrées (p. 21). De même, il rejette le lien entre le passé colonial et la crise des banlieues en montrant qu'elles s'expliquent plutôt par les mutations depuis la décolonisation, la gestion libérale de la fin de sociétés nées de la révolution industrielle, les phénomènes de diasporas et les troubles des identités dans un monde de plus en plus transnational.

La seconde partie récapitule les Temps forts de la colonisation contemporaine qui débute en 1789 (pp. 28-61). Claude Liauzu regrette de ne pas avoir pu, pour des raisons matérielles, couvrir les cinq siècles coloniaux qui ont commencé avec les Grandes découvertes, en 1492 dans la mesure où la dissociation entre période moderne et période contemporaine par rapport à la Révolution empêche toute vue d'ensemble sur l'occidentalisation du monde alors qu'il y a continuité et héritage malgré les caractères spécifiques du fait colonial aux 19^e et 20^e siècles (p. 11). La première phase de la chronologie couvre la période 1789-1870 marquée par une «crise de l'Ancien régime colonial», un retour de l'Europe sur la Méditerranée et de premiers jalons en Afrique et en Asie. Les années 1880 se résument à l'âge de l'impérialisme suivies de la conquête du Maroc et de l'éveil de l'Orient

(1906-1914). Viennent la Grande guerre et l'apport de l'empire puis les années 20 qui, à la fois, parachèvent et ébranlent l'empire. Les années 1930 sont celles de l'apogée et de la crise avec un arrêt sur 1936 considéré comme l'éphémère printemps des peuples colonisés. Lors de la Seconde Guerre mondiale, l'empire est dans la guerre et la guerre est dans l'empire puis de 1946 à 1962, la France tente de réformer le système colonial par l'Union française mais n'empêche pas les indépendances.

Dans le dictionnaire, le choix des entrées est vaste associant par exemple, à la lettre B : Bordel militaire de campagne et à la lettre C : Charonne et Chef, Chefferie. Le mot Esclavage renvoie à

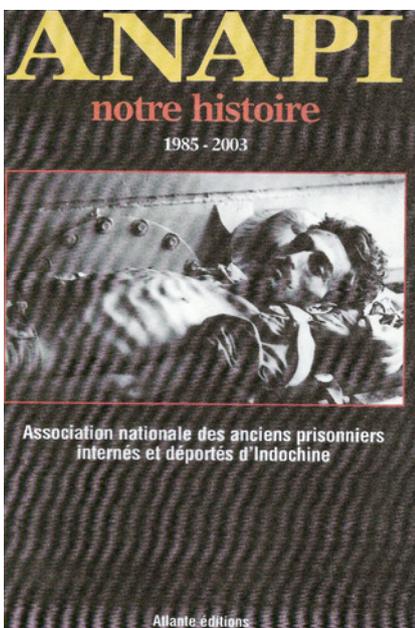
Comité pour la mémoire de l'esclavage. A côté des mots d'usage comme Congaï, inscrit dans un champ nouveau de la recherche historiques, il y a le mot Corps décliné selon le corps du colon, du colonisé et de la colonisée. Les Corses ont leur définition. L'auteur de l'article voit dans la décolonisation une des origines du mouvement nationaliste et autonomiste car, depuis les années 70, l'île hier coloniale s'est redécouverte colonisée (p. 227). La guerre d'Algérie ou la guerre qui ne dit pas son nom occupe une large place (pp. 321-340). Elle commence par la chronique des années de feu, la crise française, les rapports entre la guerre et le capitalisme puis la guerre algérienne. Suivent la guerre et l'amnistie puis la guerre et le cinéma, la guerre et le

contingent mais aussi la guerre et les médias, la guerre et les libertés pour aborder l'état d'urgence et les pouvoirs spéciaux, la torture et les viols. La guerre se complète par Bigeard (p.147), les Porteurs de valises (p.536), le Manifeste des 121 (p.443), la Manifestation du 17 octobre 1961 et Ratonnade (p.550), étant précédée par le Maghreb à la veille de la colonisation (pp. 437-440). Les articles Imaginaires et espaces (pp. 364-366) et Lieux de mémoire ou les variations du passé colonial s'inscrivent aussi dans la modernité historique.

L'ouvrage comporte de nombreuses cartes qui permettent de mieux visualiser la conquête coloniale de la France.■

Martine Cuttier

1) Dictionnaire de la colonisation française, sous la direction de Claude Liauzu, Larousse à présent, mars 2007, 646 p.



ANAPI - Notre histoire 1985/2003. Atlantide éditions

Ce livre, rédigé par les présidents successifs de l'Association nationale des anciens prisonniers internés et déportés d'Indochine, relate le long combat de cette association afin d'obtenir pour ses membres le statut de déporté politique.

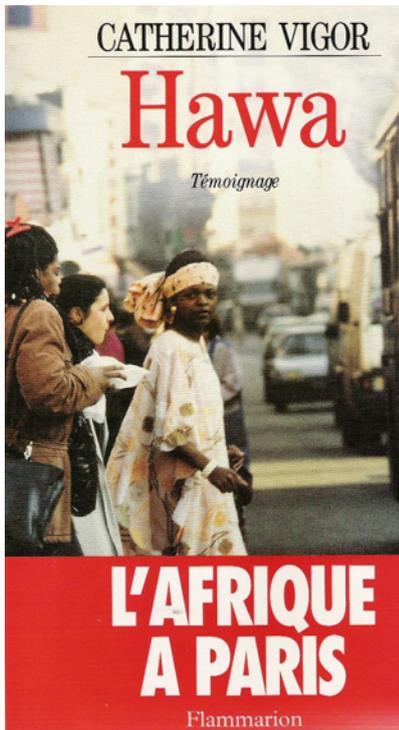
Si le récit des péripéties kafkaïennes devant les diverses administrations est parfois un peu long, tout ce qui est dit sur la longue agonie de ces hommes dans les camps japonais, puis dans ceux du Vietminh (où le taux de mortalité a égalé celui des

camps d'extermination nazie) est passionnant.

La vaine lutte de l'association pour faire condamner le triste Boudarel est pleine d'enseignements. La pudeur des survivants qui relatent leur calvaire et les efforts récents accomplis par certains d'entre eux pour renouer des liens amicaux avec le peuple Vietnamien sont admirables.

Des pans d'Histoire peu connus qui montrent à la fois la cruauté des hommes et leur pouvoir de résistance et de pardon.■

G Renailé



**Hawa. Témoignage :
L'Afrique à Paris**

Par Catherine Vigor

Editions Flammarion 1991

Ce livre est le récit, sinon traduit - du moins transposé par un professeur de français qui l'a longuement fréquenté - d'une jeune femme de la brousse, une malienne venue tout droit à Paris de son village du Sahel, Yélimané, témoignage d'une "émigrante illettrée et intelligente" qui est toujours d'actualité.(1)

Son mari, Amadou, qui vivait en France, était revenu au pays épouser, 16 ans plus tôt, la fiancée de 9 ans

que l'oncle lui avait donnée et qu'il n'avait jamais vue, puis il était reparti, après une semaine passée ensemble, avant de revenir la chercher au bout d'un an : "ca m'était complètement égal de rester un an sans mon mari » dit la jeune épouse, "... avec un mari à la maison, on ne peut pas aller se promener" ... "quand je suis partie à Paris, j'ai eu très peur en avion. L'odeur des Blancs, c'est comme l'odeur des poulets mouillés... Au pays, si un Noir sent l'odeur du poulet mouillé, il faut qu'il se sauve : ca veut dire que les Blancs approchent - n'importe quels Blancs, Arabes ou autres - et qu'ils vont venir l'attraper comme esclave !..."

Des expressions comme cela, le livre en fourmille. Sympathique, travailleuse et courageuse, Hawa nous livre, sans détours, les réflexions, les comparaisons, les commentaires (que d'aucuns trouveront sans doute saugrenus) que lui inspire en toute simplicité, le choc d'une civilisation, d'une manière d'être et de penser complètement différente de la sienne. Elle nous fait connaître un peu "du dedans", la vie courante, les habitudes, les réactions de ces Noirs (*les gens gentils disent « gens de couleur » ou « gens de teint ». On peut dire « Noirs » aussi, mais "Nègre" ca ne nous plaît pas !!*) de ces « gens de couleur », donc, qui travaillent ou traînent dans la "Capitale des

Blancs", et que l'on côtoie sans les comprendre.

Comprendre - ou essayer de comprendre - (en se gardant bien de porter un jugement de valeur) - c'est là, sans doute, l'intérêt majeur de ce livre dont la lecture vaut sûrement toutes les études, les analyses, les discours de tous ceux, psychologues, animateurs, hommes politiques de tous bords, qui parlent tant à l'heure actuelle de l'immigration. « la psychologue, dit Hawa, m'appelle tout le temps pour mes filles ... je ne comprends pas ses questions quand elle dit : « Alors, Madame, est-ce que cette dernière séance a porté ses fruits ? Qu'est-ce que ca veut dire, « porté ses fruits ? » "Quels fruits ?!!!"

Mais, de son côté, la psychologue comprend-elle Hawa ? Cette question, c'est le fin mot de l'histoire : deux mondes, deux civilisations, deux façons de penser, de raisonner, se côtoient sans se rencontrer. Il n'y a pas "choc" comme disent les intellos, il y a illustration de deux parallèles, lesquelles, par définition, ne se rencontrent jamais. Pour ce faire, il faut qu'une des deux droites au moins, (peu importe laquelle), devienne un peu "courbe"... ça c'est possible et ça existe.

Jean Serjac

1 - A titre d'exemple, la page entière du Monde du 18 juin intitulée "Des villages maliens au bord de la Seine". L'ethnie d'Hawa, les Soninkés, en est la principale composante. Son récit complète utilement et nous rend encore plus vivant ce qu'écrit le journaliste parisien.

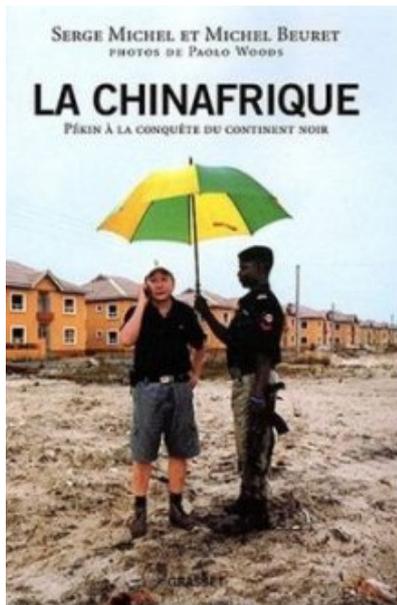
Chine. Afrique. France

Le premier semestre de 2008 a vu une mise en cause prévisible de la Chine sur le sujet des droits de l'homme avant les jeux olympiques. Après la brutale répression des manifestations au Tibet en mars, ce fut, à partir d'avril, le passage de la flamme olympique, pourtant placée sous haute surveillance, qui donna lieu à des manifestations dans plusieurs capitales.

N'était néanmoins pas prévu le très violent séisme qui fit, le 12 mai, près de 80.000 victimes dans la région de Sichuan à l'ouest du pays.

Aujourd'hui les tensions internationales autour des jeux ont l'air de s'apaiser, la plus grande partie des émeutiers du Tibet a été libérée et les conversations ont repris avec les envoyés du Dalai Lama. Les XXIX^{ème} jeux Olympiques devraient donc se tenir dans des conditions normales du 8 au 24 août.

Alors qu'elle était critiquée, mais avec mesure par ses grands partenaires internationaux, la Chine s'était déjà tournée depuis plusieurs années vers l'Afrique ou y était revenue. Le Sommet Chine Afrique de novembre 2006 à Pékin avait signé avec faste ces retrouvailles. Dans le niveau de ces relations, le premier semestre de 2008 aura marqué également une sorte de pic d'audience auquel la préparation des jeux ne fut pas étranger. Le nombre de réunions et colloques organisés, les livres et publications mis sur le marché auront atteint des records.



La Chinafrique – Pékin à la conquête du continent noir
Par Serge Michel et Michel Beuret, Grasset, 2008. 345 p.

S. Michel (Le Monde) et M. Beuret (L'Hebdo suisse) se sont associés à un reporter photographe américain (Paolo Woods) pour faire connaître au public une évolution importante au niveau mondial : Les nouveaux rapports entretenus par la Chine et les états africains indépendants

maintenant.

“*Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera*” avait écrit Alain Peyrefitte en 1973... Maintenant, tout le monde le sait la Chine est bien éveillée. Au-delà des restes de la “Grande Muraille”, et du “Mur de Berlin”, forte de son milliard et demi de citoyens, elle prend une influence mondiale - et pourquoi pas aussi en Afrique ?

Au cours des années 2006-2007, les trois reporters ont visité 15 pays, sous ancienne influence française ou britannique, allant de l'Algérie à l'Angola (ex portugais) à l'ouest, de l'Egypte à l'Ethiopie à l'est (on regrettera l'absence de leur visite en Afrique australe).

Dans leur livre, riche de détails et de scènes vécues (photographiées) et de chiffres glanés dans la presse et les rapports internationaux, les auteurs ont révélé bien des exemples dont les chinois “managers” ou “coolies” sont perçus dans les pays “hôtes”... chefs d'état ou “naturels du cru” dans les déserts ou les forêts visitées. En général stupéfaction de voir ces étrangers, si étranges par rapport aux blancs, qui n'hésitent pas à mettre leur main dans le cambouis des usines ou la vase des rizières, sans mesurer ni leur temps ni leur effort... ce qui ne veut pas dire qu'un courant de sympathie puisse

naître si rapidement entre deux mondes, deux cultures si différentes.

Il s'agit d'intérêt bien compris. Les interventions économiques sont importantes comme le prouvent les exemples donnés (uranium au Niger, plantations au Congo, barrage du Soudan, manufacture au Nigeria... Pétroles, routes, chemins de fer, usines) Chacun y trouve son compte apparemment loin des problèmes que posent les “droits de l'Homme” ou la concussion généralisée... la démocratie n'en parlons pas ! A chacun son métier !

La partie économique du livre est riche et intéressante, la partie politique est plus discutable, notamment en ce qui concerne les critiques formulées contre la “Françafrique” (on sait comment cette politique a évolué récemment) ou des déductions assez osées (liens entre la Chine et la guerre civile en Côte d'Ivoire par exemple).

En conclusion, on dira qu'il ne faut pas confondre le métier de journaliste, dont la matière est l'immédiat et celles des historiens dont la matière est le long terme ... le très long terme.

Mais, au fait, pourquoi trembler ? Comme l'annonçait l'Académicien Ministre il y a 25 ans.

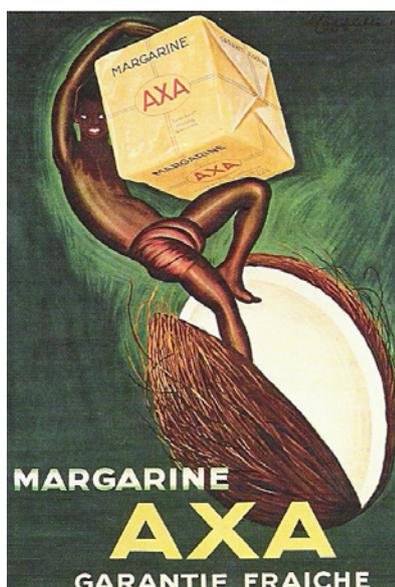
Jean Serjac

Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI)

1931 Les étrangers au temps de l'exposition coloniale (6 mai - 7 septembre 2008)

La Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI) avait été inaugurée le 10 octobre 2007 avec une certaine discrétion. Sa première exposition intitulée Repères était pourtant parfaitement réussie et il est heureux, ne serait-ce qu'en raison de son caractère didactique et interactif, elle soit devenue un fonds permanent du Musée. (voir Bulletin d'AROM n° 13 de novembre 2007)

La nouvelle exposition qui a été inaugurée le 6 mai et sera ouverte jusqu'au 7 septembre est intitulée "1931 Les Etrangers au temps de l'exposition coloniale". Elle relève, comme l'admettent ses présentateurs d'un véritable défi puisqu'elle est présentée dans le lieu même qui fut construit à l'occasion de l'exposition coloniale et qu'elle prend 1931



comme une année charnière entre les immigrations anciennes (Italiens, Polonais, Portugais) et celles venues plus tard de la colonisation qui est alors à son apogée

Une énorme maquette de l'exposition coloniale dans son ensemble ainsi que des cartes de l'Empire donnent dès l'entrée l'idée de ce qu'a été en son temps cette manifestation. Puis, l'on tombe très vite sur les multiples problèmes qui se posaient aux Etrangers dans un contexte de crise mondiale. Les contrôles se resserrent, mais en même temps, "l'étrange Etranger fascine, Art nègre, néo-classicisme, primitivisme.... Pablo Picasso, Joséphine Baker et le Dogons servent d'icônes". Puis on en revient au quotidien et au racisme qui

se répand.

L'alternance du spectacle et des difficultés, les différents statuts des populations dans l'Empire, "les ambulants", les chiffres des rapatriements et expulsions, "le passeport Nansen" et la manière de devenir Français en 1931, ne peuvent que nous ramener au quotidien..

Un riche catalogue rédigé par les Commissaires de l'exposition est en vente au prix de 26 euros, mais le Musée met aussi gratuitement à la disposition du public "le journal" qui permet de suivre salle par salle les présentations.

Tout au long de la saison, des conférences et des visites illustreront l'exposition. Le site www.histoire-immigration.fr permet également de télécharger d'autres ressources.



Au Musée du Quai Branly

Polynésie, arts et divinités 1760 - 1860

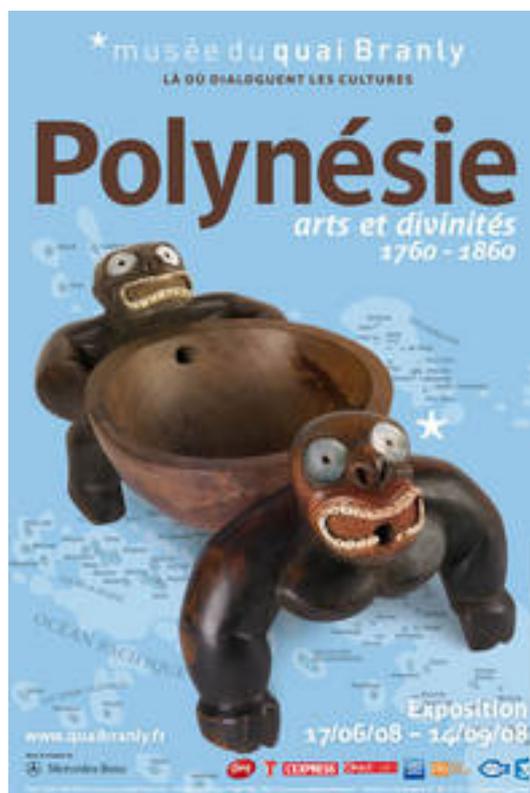
jusqu'au 14 septembre

Le Musée du Quai Branly qui nous avait fait découvrir jusqu'en mai le nord de Sumatra avec les Batak, nous propose jusqu'au 14 septembre une exposition sur la Polynésie qui, au sein du Pacifique central, a toujours gardé une très forte identité. Sur les traces de Cook, les plus grands navigateurs européens s'y sont retrouvés avec des équipes d'explorateurs, de scientifiques, des artistes, des aventuriers, des marchands, des baleiniers et des missionnaires qui ont rivalisé d'ardeur dans la découverte et les échanges avec un monde insulaire qui les fascinait.

L'exposition qui compte quelque 250 pièces, toutes rares, s'ouvre dans une première partie sur la mer, la pêche, l'usage des hameçons les plus ingénieux ou de massues de pierre dure qui font partie du quotidien pour construire et tailler. L'immensité de l'océan, que l'on mesure par les cartes qui sont présentées, ne rend que plus précieuse la terre, second volet de l'exposition. Elle est utilisée ou cultivée pour ses différentes ressources : les fibres végétales qui donnent des nattes d'une étonnante finesse, le bois, lourd ou délicatement ciselé, qui permet de faire des meubles ou des instruments aratoires. Hélas, on ne peut qu'imaginer ces étonnantes pirogues de plusieurs dizaines de mètres que possédaient les Polynésiens lorsque arrivèrent les premiers navigateurs.



“Arts et divinités”, constitue la partie la plus importante et la plus riche de l'exposition. Elle reprend et transcende les sujets précédents.



L'homme est ici présenté comme une émanation du divin et le chef, celle de Dieu. Se crée alors à travers les rituels, les cérémonies et les fastes qui les entourent un dialogue permanent entre l'homme, ses ancêtres et ses Dieux. En dépit de la cruauté de certains rites, l'art et la beauté participent de l'offrande au divin. Les dieux bâtons, les pectoraux de nacre ou d'ivoire de morses, les effigies, capes et manteaux d'apparat de plumes, ainsi qu'une multitude de coques serties et de bijoux de néphrite sont des objets de toute beauté que ne renieraient pas nos plus grands stylistes lorsqu'ils ne les ont pas déjà inspirés.

Un magnifique catalogue coédité par le Musée et la RMN est en vente au prix de 39 €.

Une plaquette d'Annick Colonna-Césari, éditée par l'Express avec une carte, des chronologies et une interview de Stéphane Martin est mise gratuitement à l'entrée à la disposition des visiteurs.

Voir également dans le Figaro du samedi 21 juin l'article d'Eric Biétry-Rivierre.

Au Musée Jacquemart André, Les chefs-d'œuvre de la collection Barbier-Mueller



Cette exposition se tient jusqu'au 24 août dans cet hôtel parisien de style très 19^{ème}.

Après avoir parcouru les salles, salons et bureaux chargés de mobilier, tableaux, miroirs et lustres très occidentaux des siècles derniers, gravi l'es-

calier d'honneur de marbre et fer forgé, admiré la fresque de Tiepolo, nous plongeons dans l'Art Premier !

Distribués dans plusieurs salles, nous retrouvons quelques pièces Dogons (du Mali), de magnifiques reliquaires Kota (du Gabon), dont un panier-reliquaire complet et le masque Kwélé ayant appartenu à Tristan Tzara, archi connu, archi copié et néanmoins toujours aussi émouvant.

Suivent quelques chefs- d'œuvre de la Côte d'Ivoire, Baoulé, Sénoufo, Gouro.

Une salle spéciale est réservée aux. "Fétiches à clous" du Congo: peu de pièces, mais toutes impressionnantes.

Nous passons ensuite à Sumatra, puis à la Polynésie avec un Bâton de Danse de ligne pure et dépouillée, (Ile de Pâques), ainsi que la "coupe à Kava (Micronésie) ; à la Nouvelle-Guinée avec de beaux objets achetés aux musées d'Europe de l'est comme le masque "Malaguan", vraiment naturaliste, et orné de tissus "Tapa" rappelant ceux de Tahiti.

Un grand voyage autour du monde avec l'exposition de ces pièces de choix qu'il sera possible de revoir à Genève, dans le mythique musée Barbier-Mueller.

Brigitte Plateau

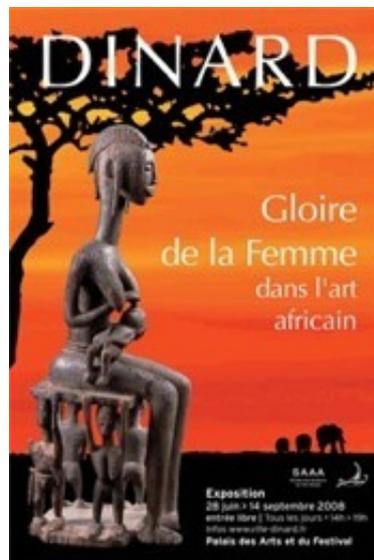
Gloire de la femme dans l'art africain*

Cette exposition tout a fait remarquable, car inhabituelle dans sa conception et dans sa forme, a été inaugurée le 27 juin par le Maire de Dinard, sa 1^{ère} adjointe déléguée à la culture, Madame Sylvie Mallet, le Conseil municipal ainsi que Jacques de Vilmorin, Président de la Société des Amateurs de l'Art Africain (SAAA) et plusieurs membres de cette association venus de Paris.

Plus de 270 objets, prêtés par les membres de la SAAA ou par d'autres collectionneurs ont été finalement réunis dans une muséographie tout à fait originale (due à Fabrice Poulizac) qui recompose, en quatre cases rondes, l'ambiance d'un village africain. La thématique de l'exposition s'égrène en une douzaine de sections : sources archaïques ; corps, beauté, parures et bijoux avec de rares masques féminins ; couples, fécondité et alliances ; grossesses et maternités ; la femme au travail avec ses différentes productions, de la culture au tissage et à la poterie ; les femmes et le sacré avec leurs rituels s'opposant aux hommes ; leur hiérarchie sociale et une série de masques qui marquent l'interdit aux femmes.

Matières, couleurs, poses se déclinent autour de ces grands axes avec une place particulière pour la maternité. Comme le

dit fort bien la plaquette de présentation de la ville de Dinard : en montrant la dignité de la femme à travers différentes représentations artistiques, c'est toute la condition féminine au sein des sociétés africaine et le ciment de vie que constituent les femmes qui se trouvent ainsi mises en lumière.



Sylvie Mallet, 1^{ère} adjointe et déléguée à la culture de la ville de Dinard est le Commissaire de l'exposition dont Jacques de Vilmorin, Président de la Société des Amis de l'Art Africain (SAAA), assure le commissariat scientifique.

Un catalogue auquel ont participé les meilleurs experts sera disponible dans les premiers jours de juillet mais, dès à présent, l'exposition est bien annoncée dans le guide d'été des activités culturelles de la ville.

Un espace culturel ludique et didactique est réservé aux enfants en marge de l'ex-

position.

***du 28 juin au 14 septembre, tous les jours de 14h à 19h entrée gratuite Palais des Arts et du Festival de DINARD (Côte d'Émeraude)**

Le lancement de la Fondation Chirac

La Fondation Chirac, reconnue d'utilité publique en mars, a été inaugurée le lundi 9 juin au Musée du Quai Branly en présence de l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, de Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 2002 et d'une brillante assistance d'anciens Présidents et d'hommes politiques qui sont restés proches de Jacques Chirac. Se trouvaient également là de nombreux intellectuels ainsi que les directeurs des grands groupes qui ont été les mécènes du Musée du Quai Branly et le seront de la Fondation. Celle-ci prolonge en effet, dans le même esprit, la réflexion qui a amené la création du musée

La Fondation a retenu quatre domaines d'intervention qui devraient déterminer pour l'avenir les conditions d'une paix durable : l'accès à l'eau ; l'accès aux médicaments de qualité ; la lutte contre la déforestation et la désertification ; la sauvegarde des langues et des cultures menacées.

“Sorosoro” nom choisi pour lancer la défense des langues du monde signifie “souffle , parole langue” en araki, une langue qui n'est plus parlée que par huit personnes au Vanuatu.. Mais le projet présenté par Rozenn

Une vingtaine de personnalités venues du monde entier composent le **Comité d'honneur** : Kofi Annan ; François Cheng ; Joaquim Alberto Chissano ; Jean Chrétien ; Abdou Diouf ; Borislav Geremek ; Enrique Iglésias ; Lee Kuan Yew ; Federico Mayor ; Rigoberta Menchu ; Youssou N'Dour ; Rajendra Kumar Pachauri ; Andres Pastrana Arango ; Andéa Riccardi ; Ismaïl Serageldin ; Ely Ould Mohamed Vall ; Vaira Vike-Freiberga ; Mohamed Yunus.

Le **Conseil d'administration** comprend quatorze membres, proches de Jacques Chirac, ayant une expérience dans les thèmes qui ont été retenus ou susceptibles de mobiliser ou de gérer des ressources en faveur de la Fondation : Mohamed Arkoun ; Yann Arthus-Bertrand ; Marie-Hélène Bérard ; Michel Camdessus ; Catherine Colonna ; Geneviève Ferone ; Jean-Pierre Lafon ; Tristan Lecomte ; Besnik Mustafaj ; René Ricol ; Jean-Michel Severino ; Valérie Terranova ; Bernard Vatier ; Wu Jianmin.

La Fondation a ses bureaux 119 rue de Lille 75007 Paris et Jacques Chirac a gardé auprès de lui comme Directeur de Cabinet, Bertrand Landrieu, comme Conseiller diplomatique, Alain Sortais, pour les affaires intérieures Hugues Renson et pour la communication Bénédicte Brissart. Catherine Besançon, Patricia Russotto et Christine Dalbinol assurent le secrétariat.

Site : www.fondationchirac.eu
www.jacqueschirac.fr/la-fondation

Milin et la séance qui a suivie, introduite par Eric Orsenna, a donné lieu à tant de remarquables exposés de linguistes que, même ceux qui pouvaient être au départ sceptiques, se sont laissés convaincre de l'utilité de cette défense. Les exposés ont également illustré le très haut niveau auquel se situent les ambitions de la Fondation, dans la ligne des Conventions de l'Unesco qui patronnent l'événement.

Les autres domaines d'action de la Fondation connaîtront-ils un même succès ? Parmi les projets les plus avancés que Jacques Chirac avait lancés lorsqu'il était encore en fonction, figure celui de créer un “centre d'excellence sociale” dans le cadre de la gestion durable des forêts équatoriales avec l'ambition de protéger 500 000 pygmées (sur 29 millions d'habitants estimés dans l'ensemble de la zone) et de faire “certifier” 7 millions d'hectares de forêt à la protection de la biodiversité. La Banque mondiale, la Fondation Albert de Monaco et la Fondation Virgin soutiennent ces initiatives. Il en est évidemment de même avec d'autres partenaires dans le domaine de l'eau et des assainissements comme dans celui des médicaments.



La journée du tirailleur sénégalais à Dakar, le 23 mai 2008

Martine Cuttier

Depuis le 23 août 2004, le Sénégal célèbre ses braves.

Pourquoi 2004 ? Et bien parce qu'en août, le président Jacques Chirac avait décidé de commémorer le soixantième anniversaire du débarquement en Provence des troupes venues de l'Empire colonial. Une cérémonie grandiose s'était déroulée dans la rade de Toulon sur le porte-avion Charles de Gaulle où étaient invités les 17 chefs d'Etat des pays indépendants qui étaient alors des colonies françaises. Le président Abdoulaye Wade faisait partie des invités de la France pour le Sénégal.

A son retour, à Dakar, il a décidé, lui le fils du tirailleur Momar Tolla Wade, décoré de la médaille militaire et de la Croix de guerre pour avoir combattu sur la Somme et à Verdun, d'honorer la mémoire des tirailleurs sénégalais ayant participé aux combats de la France, ce qui est désormais fait chaque année depuis 2004.

Pour cela, il a fait ériger la statue de "Demba et Dupont" sur la place de la gare devenue "place du Tirailleur". Après la Première Guerre mondiale, cette statue en bronze de Paul Ducuing, avait été installée place Tacher afin de symboliser la fraternité des armes scellée dans les tranchées entre les soldats métropolitains et ceux venus des terres lointaines de l'Empire. Elle le fut à Dakar comme dans toutes les villes et tous les villages de France qui avaient perdu leurs fils au service de la patrie. En cela, elle n'est nullement une illustration du paternalisme du colonisateur envers le colonisé comme le voudraient certains. A l'indépendance, elle fut transférée au cimetière Bel-Air, là où sont enterrés bon nombre de Français, civils, militaires et religieux, morts à Dakar depuis le 19^e siècle. La statue est restée figée, sous un arbre, pendant plusieurs décennies, à côté d'une autre statue magnifique en marbre blanc, jusqu'à ce que le président Wade décide de la réinstaller dans l'espace



*La statue de "Demba et Dupont"
Place du Tirailleur*

public. Les deux poilus tournent le dos à la gare pour symboliser leur départ vers l'inconnu, au delà de l'océan. En la faisant sortir de l'oubli, le président lui a redonné une seconde vie. Ce geste participe du devoir de mémoire, une mémoire partagée entre la France et le Sénégal et s'accompagne de cérémonies officielles et solennelles car la journée est inscrite dans le calendrier républicain du Sénégal.

Cette année, la commémoration fut marquée par des innovations. D'abord, un changement de date car la fête fut avancée du 23 août au 23 mai afin d'éviter les affres de l'hivernage mais la commémoration sera ponctuée les 23 de juin, juillet et août de conférences, de défilés et d'expositions. Deuxième innovation, plutôt que la fête des chefs d'Etat, elle devient la fête des peuples. Ainsi la "fête du tirailleur" devient "la journée nationale du tirailleur sénégalais" durant laquelle sont invitées des délégations d'anciens combattants, de jeunes et de femmes. Enfin, dernière innovation, la création d'une Fondation privée qui, avec l'aide de l'Etat, prendra en charge l'organisation de la journée. A ce titre, cette année, le thème évoquait "les tirailleurs sénégalais, bâtisseurs du monde libre".

La journée fut marquée par plusieurs temps forts. Elle a commencé, le matin, par une cérémonie au cimetière de Thiaroye pour rappeler la façon dont les soldats rentrant de France après avoir combattu en 1940 ou en 1944 ou avoir été retenus prisonniers dans les *Frontstalag* ont été récompensés par un massacre alors qu'ils revendiquaient leurs justes droits. Des enfants des écoles de Thiaroye y assistaient. L'après-midi, une prise d'armes s'est déroulée "place du Tirailleur" avec discours et défilé militaire dont celui de la célèbre Garde rouge, héritière des spahis. Le secrétaire d'Etat à la Défense chargé des anciens combattants, Jean-Marie Bockel, représentant du gouvernement français, a rappelé que Thiaroye, triste événement, ne devait pas occul-

ter la force des relations entre la France et le Sénégal. Lors de son discours, le président Wade a évoqué comme l'avait fait la veille à la télévision nationale (RTS), le professeur Iba Der Thiam, le rôle des tirailleurs dans l'histoire de la colonisation française, de l'édification de l'Empire et de la sauvegarde de la France menacée lors des deux guerres mondiales. Cela sans haine, sans esprit de vengeance et sans revendication de repentance mais au titre d'une histoire partagée et en redonnant à ces combattants leur juste place dans l'histoire universelle afin que leurs descendants lèvent fièrement la tête. Le rôle de la Fondation aura pour but de pérenniser la mémoire et de promouvoir les idéaux pour lesquels les tirailleurs ont combattu. Il a, bien sûr, abordé la question des pensions et de leur décrystallisation. Jean-Marie Bockel avait indiqué, auparavant, qu'il apportait dix millions de francs CFA pour renforcer les moyens financiers mis chaque année à disposition de l'ONAC afin de couvrir les dépenses d'action sociale en faveur des anciens combattants sénégalais de l'armée française. Le cas de Moussa Coly rencontré à cette occasion illustre l'amélioration de la condition de l'ancien combattant. Engagé en 1948, au 6^e RTS, comme simple soldat, à l'âge de 20 ans, il a servi en Indochine. Il fut fait prisonnier par les "bodoïs" du Vietminh, de novembre 1952 à janvier 1954, au célèbre camp n° 113. Il m'a parlé des privations, des maladies, des corvées de portage de riz, à pied et pieds nus, des "cours de rééducation politique" sous la férule du non moins célèbre commissaire politique Georges Boudarel. Lors de la bataille de Dien Bien Phu, il était coolie et portait des munitions destinées aux canons qui bombardaient le camp retranché. Actuellement, en cumulant sa pension avec celle de grand invalide de guerre, ce père de cinq garçons et quatre filles reçoit environ 320 Euros par

mois soit deux millions de francs CFA, ce qui lui assure, à 80 ans, une vie confortable, à Dakar et en Casamance. Une vie qu'il apprécie d'autant plus qu'il est venu au Val de Grâce se faire opérer des yeux.

Le président Wade a achevé son discours en faisant allusion à l'esclavage. Farouchement opposé à l'idée de "réparations", il partage, en revanche, l'initiative du président Sarkozy d'inscrire cette question dans les manuels scolaires. Il aspire à l'édification de monuments dédiés à l'esclavage et suggère l'idée d'un monument au tirailleur inconnu dont l'initiative pourrait revenir aux anciens combattants de France et du Sénégal réunis dans une association. Une idée sujette à discussion car les tirailleurs sénégalais n'étaient pas les seuls soldats de l'Empire.



La journée s'est poursuivie par une exposition de photos et de documents consacrés aux tirailleurs au Cercle Mess des officiers et s'est achevée par un spectacle "Sons et Lumières" au stade Iba Mar Diop évoquant les combats des deux guerres mondiales auxquelles participèrent les Sénégalais.

Je retiens la façon dont les Sénégalais inscrivent leur histoire dans un temps long où la période coloniale n'est qu'une étape dont découle leur histoire plus immédiate, celle qui a commencé avec l'indépendance. Les armées

sénégalaises ont conservé les rituels, musiques et sonneries de l'armée coloniale, en vigueur dans l'armée française. Lors du défilé des troupes à pied, la musique de l'armée jouait "la marche lorraine", qui était chantée par la France libre. Et certaines unités de l'armée de terre, héritières des RTS, portent les fourragères françaises, légion d'honneur et croix de guerre. ■

Académie des Sciences d'Outre Mer

L'Académie des Sciences d'Outre-Mer a terminé ses travaux du premier semestre le 20 juin par la nécrologie d'Aimé Césaire et une communication sur l'Union de la Méditerranée. Elle fermera ses portes du 25 juillet au 3 septembre. Elle prépare actuellement son programme du second semestre. Ses séances reprendront le 3 octobre par une communication d'André Lewin, sur la France et Guinée. Ancien Ambassadeur à Conakry, il est l'auteur de nombreux livres sur le sujet. L'Académie tiendra le 24 octobre une

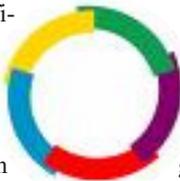


séance commune avec l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres. Une séance sera consacrée le 21 novembre à la mémoire et à l'oeuvre de Pierre Messmer. Les archives qui ont permis d'écrire le livre "La France d'Outre-Mer (1930-1960), témoignages d'administrateurs et de magistrats" sous la direction de Jean Clauzel, édité par Karthala en 2003 ont été déposées à l'Académie des Sciences d'Outre-mer. Ces documents, jusque là confidentiels pourront être consultés à partir de la rentrée 2008.

Francophonie

Le Président Sarkozy et M Abdou Diouf ont présidé le 20 mars à la Cité Universitaire de Paris la Journée officielle de la Francophonie.

Le XII^{ème} Sommet de la Francophonie se tiendra à Québec en octobre, dans le cadre des festivités du quatrième centenaire de la ville. Des réunions préparatoires se sont tenues sur tous les sujets, de plus en plus nombreux, pour lesquels l'Organisation se trouve sollicitée : droits de l'homme à Bucarest ; technologies de



l'information à Tunis.

Du 5 au 7 juillet se réunira à Québec, l'Assemblée parlementaire de la francophonie et dans le courant des mois de juillet et août, toujours à Québec, les différents organes ou associations chargés de l'enseignement et de la langue. La Conférence des Chefs d'Etat, du 17 au 19 octobre, sera précédée par la Conférence ministérielle et le Conseil permanent.

CADE (Coordination pour l'Afrique de demain)

La Cade a terminé son cycle annuel de rencontres-débats sur l'Afrique des mutations silencieuses le 18 juin par une séance sur « *la place des femmes dans les sociétés africaines* ». Elle a retenu pour l'année 2008/2009 un thème à dominante géographique intitulé « *Lieux et territoires de mobilisation des ressources futures* »



Le rencontres-débats mensuelles de la CADE se tiennent (sauf changement de dernière heure) à l'ENA, 2 Avenue de l'Observatoire 75006 Paris (métro Luxembourg) de 17h45 à 19h45.

La première rencontre-débat aura lieu le **jeudi 9 octobre** (et non le mercredi comme habituellement) Elle portera sur « *les changements dans le delta intérieur du Niger(Mali) : continuité ou rupture ?* » à partir d'un film de B.Gentil (IRAM) sur l'Office du Niger, en présence de l'auteur qui

animera le débat.

Mercredi 12 novembre : « *Le village africain comme lieu de vie* » (**salle à préciser**)

Jeudi 11 décembre : « *Les terroirs africains comme lieux de développement* »

Mercredi 14 Janvier 2009 **Conférence** sur : « *La longue marche de l'intégration africaine* »

Mercredi 11 février : « *Le quartier citadin* »

Mercredi 11 mars : « *La cité africaine, lieu de dynamisation des capacités de développement* »

Mercredi 8 avril : « *Terrains politiques et fractures sociales en période de récession ? regards croisés sur le Kenya et la Côte d'Ivoire* »

Mardi 5 mai : « *Les échanges villes- campagnes et le réaménagement des territoires* »

Mercredi 10 juin : « *La maîtrise des échanges et la mobilisation concertée des villes et des campagnes* »

CIFER

Le CIFER a préparé une plaquette contenant les actes des

journées qu'il avait organisées les 15 et 16 janvier dernier

sur « *la rencontre des traditions religieuses de l'Afrique avec le christianisme, l'islam et la laïcité.* » Ce document est disponible au prix de 15 euros par chèque à établir au nom du CIFER et à adresser 101 rue du Cherche Midi 75006 Paris.

Par ailleurs, l'Ambassadeur Henri Senghor, Président du CIFER a reçu le 25 Juin des mains de l'Ambassadeur d'Italie à Paris, au cours d'une brillante réception, un

“Lion d'or” qui avait été décerné en 1985 à son oncle le Président sénégalais.

Cette distinction n'avait jamais pu lui être remise, mais le discours qu'il avait préparé en vue de cette cérémonie existe. Il constitue, avec ceux qui ont été prononcés à l'Ambassade d'Italie, un émouvant rappel de l'attachement qu'avait le poète président pour la civilisation italienne et de l'influence qu'elle a eue sur son œuvre.

ARRI (Association Réalités et Relations Internationales)

Les Cahiers d'ARRI n°18 de juin 2008 contiennent notamment un article de Guy Girod-Genet sur *L'Afrique, la France : cinq siècles d'histoire(s)* un autre du Gal (2S) François Grenaudier sur les élections américaines et une série d'autres sur la Russie, le Caucase, l'Europe et, l'environnement.



Le 30/09/08 une Conférence est prévue à l'Ipsec (16 18 Place du Gal Catroux Paris 17ème de 18 à 20 H sur *l'organisation de coopération de Shanghai* avec Jean Pierre Arrignon Professeur des Universités.

Le n° 95-96 juin -juillet 2008 de Regards sans Frontières rend compte de différentes conférences et déjeuners-débats du trimestre écoulé.

Pour la rentrée, après un voyage que l'association effectue à Moscou du 13 au 18 septembre, il est prévu un voyage en Albanie du 12 au 18 octobre pour lequel les inscriptions sont ouvertes.

Le premier déjeuner-débat aura lieu comme toujours au mess des Officiers de la Garde Républicaine 1 place Baudoyer 75004 Paris le 22 septembre de 12h45 à 14h 45 et portera, avec Y d'Escatha, Président du CNES sur *la coopération en matière spatiale*.

Un autre déjeuner débat aura lieu le 9 octobre (même lieu et même heure que précédemment) avec Maria Novak, Présidente de l'association pour le droit à l'initiative économique, sur *Bilan des micro-crédits*.

Le 1/10/ 08 au siège d'ARRI 11 rue Nicolo, 75116 Paris, Stéphane Hessel évoquera de 18h à 19h 30 *la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* (signée à Paris le 1à décembre 1948)

Le 2/10/08 à l'IPSEC Guy Girod-Genet animera l'observatoire de l'actualité internationale vue à travers quelques médias étrangers.

Le 21/10 à l'IPSEC de 18 à 20 h Bernard Dorin, Ambassadeur de France, traitera de *l'émergence de la Russie*.

Le 19 /11/ 2008 à l'IPSEC de 18 à 20 h conférence sur *le futur agricole des pays de la méditerranée* avec Bertrand Hervieu, Secrétaire Général du Centre international des hautes études méditerranéennes.

Les assises d'ARRI, se tiendront de 9h30 à 15 h au château du Val.

SAAA (Société des amateurs de l'art africain)

AROM avait signalé sans son Bulletin n°14 les préoccupations qui étaient celles de la SAAA à la suite de son Assemblée générale du 28 mars 2008.

Son Président, Jacques de Vilmorin, a saisi l'opportunité qui lui était offerte de réaliser une exposition conjointe avec la Ville de Dinard avec laquelle il s'était déjà trouvé en contact pour l'exposition que celle-ci avait organisé sur “les grands singes” dans le cadre de sa saison de printemps. Le thème choisi pour l'exposition qui se tiendra du 28 juin au 14 septembre au Palais des arts de



Dinard et à laquelle la SAAA apporte son appui artistique et technique ainsi qu'un certain nombre de pièces de ses membres, a pour titre « *Gloire de la femme dans l'art africain* ». Les groupes thématiques, le choix des pièces (270 empruntées à 22 collections) leur collecte et le catalogue auront été réalisés non sans difficultés mais dans un temps record . Ce défi, s'il est relevé avec succès, devrait donner à l'Association le second souffle qu'elle cherchait .

Site Internet : www.amateur.art.africain.free.fr

Images et mémoires

Images et Mémoires a tenu son Assemblée générale le 14 juin et diffusé simultanément son Bulletin n° 18 Printemps Eté 2008. Ce bulletin contient un très intéressant article de Michel Andrault qui constitue la suite

de celui qu'il avait publié il y a un an (Bulletin n° 15) sur les livres et revues du XIX ème siècle. Il montre ce qu'a été la seconde révolution du livre avec "le temps des éditeurs" à partir de 1830, le rôle joué par les grandes revues avec des publications majeures comme *l'Illustration*, *Le Tour du Monde* et *le nouveau journal* des voyages qui ont rendu compte de missions comme celle de Galliéni dans le Haut-Niger et qui donnent une idée des trésors que recèlent les différentes sources d'iconographie antérieure à la photographie.

Dans un chapitre intitulé "Devoirs et Lieux de Mémoire", Martine Cuttier, nous fait découvrir un Tata soudanais érigé à Chasselay au nord de Lyon dans un cimetière où sont enterrés 51 tirailleurs sénégalais morts pour la France dans les combats de juin 1940.

Fidèle à un sujet qui lui est cher, la présence des coloniaux en France avant les indépendances, Philippe David nous parle des 110 jeunes originaires des colonies qui, ont bénéficié en 1889 de la première bourse du Centenaire de la Révolution et des élèves africains et malgaches au Jardin colonial de Nogent, la première école d'agriculture tropicale pour les régions chaudes, entre 1907 et 1960.



De magnifiques représentations illustrent un article de Stéphane Richemond sur Bamako qui, il y a cent ans, devenait la capitale du Haut - Sénégal -Niger.

Et, encore... Franck Ogou, archiviste, médiateur culturel à l'Ecole du Patrimoine africain de Porto Novo présente "la situation des archives photographiques au Bénin" tandis que Philippe David, dans le cadre des inventaires iconographiques des archives privées, signe un article sur "l'album Riquier" ancien officier d'un régiment de tirailleurs qui avait servi un peu partout dans l'ancien Empire entre 1885 et 1914.

Pour l'avenir, Images et Mémoires doit collaborer avec la revue "ULTRAMARINES" de l'Association des Amis des Archives de l'Outre-Mer (AMAROM) d'Aix en Provence et avec l'Ecole du Patrimoine africain de Porto Novo. Elle doit participer aussi "en images", en principe cette année, au 50 ème anniversaire de l'indépendance de la Guinée et se préparer pour 2010 aux probables cérémonies le 50 ème anniversaire de l'indépendances de la plupart des autres pays africains.

Site Internet : [http:// www. imagesetmemoires.com](http://www.imagesetmemoires.com)

Bulletin : jean-michel.andrault@wanadoo.fr

Siège : Philippe David Président 14 rue des Messageries 75010 Paris

L'ENFOM

Souvenir de Pierre Messmer



Une dizaine de membres d'AROM a participé, le 9 mai, à une réunion organisée par l'association des anciens élèves de l'ENFOM à St Gildas de Rhys

(Morbihan) à la mémoire de Pierre Messmer. Ils se sont recueillis sur sa tombe au cimetière du village et, avant de déjeuner ensemble, ont assisté à une réception offerte en son ancien domicile personnel par Mme Brousse, sœur de Pierre



Messmer. Cette dernière a bien voulu accepter de devenir membre d'honneur d'AROM en remplacement de son frère.

Une petite brochure de seize pages réalisée par AROM intitulée "Pierre Messmer et les colos" a été distribuée aux participants et participantes (une trentaine). Elle peut être envoyée sur simple demande au secrétariat.

Disparitions

le Général Claude Herrmann

Le doyen des membres d'AROM, le général Claude Herrmann, nous a quittés, à 96 ans, le 24 mai.

Engagé volontaire à 22 ans, sans aucun diplôme, le 2ème classe Herrmann finit son parcours militaire, 35 ans plus tard, avec 2 étoiles de général.

Bel exemple de travail, de sérieux, de méthode, toutes qualités qui lui ont permis de construire une vie réussie grâce, notamment, aux moyens de promotion multiples qu'offre l'armée à ses membres dynamiques.

Devenu officier, il est prisonnier en Allemagne en 1940. Dès sa libération, il est volontaire pour l'Indochine où, "Bigore" au Régiment d'Artillerie Coloniale du Maroc (RACM), il commande une batterie au Tonkin. Douze ans plus tard, il se retrouvera près de la frontière du Maroc, mais en Algérie, à la veille de l'Indépendance.

Entre temps, reçu à l'Ecole de Guerre, parfaitement trilingue, il aura servi comme officier de liaison français dans les écoles d'artillerie des Etats-Unis.

"Européen convaincu", il terminera sa carrière militaire, à Bruxelles, Délégué permanent des Chefs d'Etat- Majors des membres de la Communauté Européenne d'alors.

Stoïque à la fin de ses jours, mais toujours à l'écoute de l'activité internationale, il emportait le respect et l'amitié de tous ceux qui l'ont connu.

Robert Schlichting

Membre d' AROM depuis sa création, R. Schlichting est décédé dans sa 84^{ème} année, d'une cruelle maladie, le 22 juin. Administrateur de la France d'Outre Mer, il a eu une vie professionnelle assez peu classique qui en faisait un interlocuteur particulièrement intéressant.

Il commence sa carrière en 1946 comme Président du tribunal du sud Laos... ce qui le met en conflit avec son patron, dont il est théoriquement l'adjoint, l'administrateur Paksé. Il met alors ses talents politiques au service du général commandant les troupes du Tonkin à Hanoï, puis comme membre du cabinet influent, du président de la République du Congo à Brazzaville, puis du président de la RCA à Bangui. Après un passage à Fort Lamy (mission diplomatique), puis Alger (Crédit Foncier) il termine en 1990 sa carrière comme directeur des Etudes puis conseiller du directeur général de l'ENA ... pas celle de Strasbourg mais celle de Libreville qui forme au Gabon les élites administratives des états de l'ex. A.E.F.

Serge Jacquemond

Distinction

A l'occasion de la "Journée du soldat d'Outre-Mer" qui s'est déroulée le 7 juin à l'Institut d'agronomie tropicale, le Général Pierre Lang, Président de la Fédération Nationale des Anciens d'outre-mer et anciens combattants des troupes de marine a remis le "Mérite colonial" au Général Gilbert Chavannes, Vice Président d'AROM. Cette distinction honorifique est destinée à "récompenser les personnes qui se sont distinguées par leur activité et leur compétence dans le soutien, la défense et la gestion des intérêts moraux et matériels de la Fédération"

Le Général Chavannes a rappelé à cette occasion ses 28 années de carrière outre-mer et à l'étranger et son attachement à la grande famille des Marsouins et Bigors.

La Revue des troupes de Marine, "l'Ancre d'or" consacre dans son n° 364 de mai-juin 2008 un intéressant dossier sur "coutume et palabre", hier et aujourd'hui, introduit par Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie et conclu par une page sur AROM.